



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Association of
Former UNESCO
Staff Members

Association des
anciens fonctionnaires
de l'UNESCO

Lien Link

numéro
number

128

2016



ÉDOUARD GLISSANT

CULTURES *et conflits*

RETOUR AU VILLAGE

FATIMA MERNISSI *plaide la cause des femmes*

NEW CHALLENGES *for Freedom of Expression*

DOSSIER Bioéthique et biotechnologies

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES DE L'UNESCO
ASSOCIATION OF FORMER UNESCO STAFF MEMBERS

Accueil

| | De 10h30 à 12h30 | De 15h à 17h |
|-----------------|---|---|
| Lundi | ■ Sur rendez-vous uniquement | ■ Activités culturelles et loisirs : Josette Erfan |
| Mardi | ■ Sur rendez-vous uniquement | ■ Pensions et fiscalité / CAM et assurances complémentaires : Yolaine Nougulier ■ Périodique <i>Lien</i> : Monique Couratier |
| Mercredi | ■ Sur rendez-vous uniquement | ■ Club de l'Amitié : Dina Zeidan |
| Jeudi | ■ Activités culturelles et loisirs : Josette Erfan | ■ Pensions et fiscalité / CAM et assurances complémentaires / Questions sociales et Fonds de solidarité / : Josiane Taillefer ■ Périodique <i>Lien</i> : Monique Couratier |
| Vendredi | ■ Permanence du Président : Georges Kutukdjian* | ■ Permanence du Président : Georges Kutukdjian* |

* Il est préférable de prendre rendez-vous par téléphone au **01 45 68 46 55/53**

Reception

| | From 10.30 am to 12.30 am | From 3 pm to 5 pm |
|------------------|--|--|
| Monday | ■ Only on appointment | ■ Cultural and Leisure Activities: Josette Erfan |
| Tuesday | ■ Only on appointment | ■ Pensions & Taxation MBF & complementary insurances: Yolaine Nougulier ■ Periodical <i>Link</i> : Monique Couratier |
| Wednesday | ■ Only on appointment | ■ Club de l'Amitié: Dina Zeidan |
| Thursday | ■ Cultural and Leisure Activities : Josette Erfan | ■ Pensions & Taxation / MBF & complementary insurances / Social Questions and Solidarity Fund: Josiane Taillefer ■ Periodical <i>Link</i> : Monique Couratier |
| Friday | ■ President on duty: Georges Kutukdjian* | ■ President on duty: Georges Kutukdjian* |

* It is advisable to make an appointment by calling **01 45 68 46 55/53**

LIEN/LINK

Directeur de la publication : Georges Kutukdjian, Président AAFU/AFUS

Rédactrice en chef : Monique Couratier

Secrétariat de la rédaction et mise en page : Agnès van den Herreweghe

Conception graphique et iconographie : Ivette Fabbri

Comité de rédaction

Frances Albernaz, Christine Bruyère, Maha Bulos, Doudou Diène, Josette Erfan,

Neda Ferrier, Patrick Gallaud, Malcolm Hadley, Ali Kazancigil,

Elizabeth Khawajkie, Laurent Lévi-Strauss, Jacques Richardson,

Françoise Rivière, Mouna Samman, Wolfgang Vollmann

Bureau 6 bis 2.04 – UNESCO – 1 rue Miollis – 75732 Paris Cedex 15 – France

Tél : 01 45 68 46 53/55 – e-mail : afus@unesco.org – www.afus-unesco.org/

Photo de couverture : Le Corbusier (1887-1965). « Tapisserie en laine » (Manufacture d'Aubusson) (voir page 20).
Donation de la Suisse à l'UNESCO en 1962.

© F.L.C./Adagp, Paris © Photo/Unesco/J.-C. Bernath

La chronique du Président / The President's Column

L'UNESCO hier et aujourd'hui / UNESCO Past and Present

Figures de l'UNESCO

- 5..... ■ Édouard Glissant : en chemin avec *Le Courier de l'UNESCO*, Sylvie Glissant et Alain Lévêque

Focus

- 8..... ■ Cultures et conflits, *Bahjat Rizk et Philippe Ratte*

Dossier

- 11..... ■ Bioéthique et biotechnologies, *Georges Kutukdjian et al*

UNESCO Treasures

- 20..... ■ Le Corbusier: The Radiant City, *Maha Bulos*

Diagonales

- 21..... ■ Le patrimoine architectural de l'UNESCO, *Ana Dumitrescu*

Le Forum des membres / Members' Forum

Kal(é)idoscope

- 22..... ■ A Beginner's Guide to UNESCO in the 70s..., *Ello Mellofello*
24..... ■ Retour au village : une expérience de développement communautaire, *Alphonse Tay*

Parole de femmes

- 26..... ■ Fatima Mernissi plaide la cause des femmes, *Mouna Samman*

Santé et société

- 28..... ■ Au grand jour...Out in the Open, *Christine Bruyère*

Nos auteurs

- 29..... ■ *Tenir tête aux dieux* (par Mahmoud Hussein), *Jasmina Sopova*

Carnet / In memoriam

- 31..... ■ Arthur Gillette, *Peter Higginson*

L'AAFU et les Associations sœurs / AFUS & Sister Associations

Ensemble

- 24..... ■ Assemblée générale de l'AAFU, 24 mai 2016, *Yolaine Nouguier*
..... ■ Message de Getachew Engida, Directeur général adjoint

Club Mémoire et Avenir

- 35..... ■ The Evolving of Media Landscape : New Challenges for Freedom of Expression, *Henrikas Iouchkiavitchious and Frank La Rue*



La chronique du Président

The President's Column

Au cours de sa 45^e session (Vienne, 7-13 juillet 2016), la FAAFI¹ a débattu de deux thèmes principaux: l'assurance maladie après service (ASHI) et les questions de pension. L'AAFU était représentée par Josiane Taillefer, Vice-présidente, et le soussigné.

L'Assurance maladie après service (ASHI)

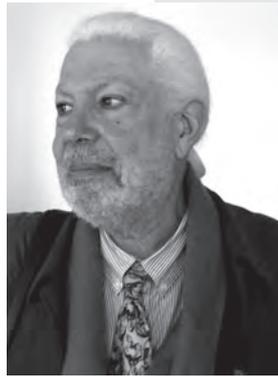
Depuis 2009, l'Assemblée générale de l'ONU examine périodiquement la question des obligations financières liées aux responsabilités des organisations en matière de couverture maladie. En 2014, elle a demandé au Secrétaire général de « mener une étude des systèmes de santé des organisations des Nations Unies concernant les personnels en activité et retraités, d'explorer toutes options propres à en augmenter l'efficacité et à maîtriser les coûts ». Un Groupe de travail a été constitué, dans lequel toutes les organisations ainsi que la FAAFI sont représentées, afin d'élaborer un rapport complet assorti de recommandations pour action.

Les représentants de la FAAFI (G. Kutukdjian, K. Chestopalov, G. Schramek et W. Sach) ont participé à une vingtaine de débats par vidéoconférence et deux réunions. Ils ont souligné les points suivants :

- L'ASHI ne devrait pas être considérée uniquement sous l'angle financier. Elle devrait être vue au premier chef comme une question de ressources humaines ;
- L'ASHI devrait être considérée comme une composante essentielle des conditions d'emploi au sein des Nations Unies ;
- L'ASHI est un droit acquis du personnel en service aussi bien que des retraités ;
- Un plan unique de couverture maladie pour la totalité du système des Nations Unies (après 50 ans d'existence) n'est pas une solution viable ni même faisable ;
- Le questionnaire destiné à collecter des données de toutes les institutions des NU devrait inclure des questions propres à recueillir les données pertinentes.

Afin d'établir une base solide pour son étude, le Groupe de travail a effectué une analyse qualitative et quantitative des principaux systèmes d'assurance maladie (comprenant les personnels en activité et retraités) à travers tout le système des Nations Unies. L'analyse a englobé les buts et la couverture des plans d'assurance maladie, l'éligibilité, l'administration et ses coûts, la démographie et les prestations versées. L'ana-

1. Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux.



© I.F.

The 45th meeting of the FAFICS¹ Council (Vienna, 7-13 July 2016) debated two substantive items: After-Service Health Insurance (ASHI) and Pension Matters. AFUS was represented by Josiane Taillefer, Vice-President, and the undersigned.

After-Service Health Insurance (ASHI)

Since 2009, the UN General Assembly has been periodically examining the issue of liabilities related to the responsibilities of UN Organizations concerning health insurance coverage. In 2014 they requested the Secretary-General to carry out "a survey of current health-care plans for active and retired staff within the United Nations system, to explore all options to increase efficiency and contain costs". A Working Group was set up, with representation of all agencies as well as FAFICS, in order to elaborate a comprehensive report with recommendations for action.

The FAFICS Representatives (G. Kutukdjian, K. Chestopalov, G. Schramek & W. Sach) participated in some 20 discussions by videoconferencing and two face-to-face meetings. They underlined the following points:

- ASHI should not be considered as only a financial matter. It should be seen primarily as a human resource issue;
- ASHI should be addressed as an essential component of the conditions of employment within the United Nations;
- ASHI is an acquired right of in-service staff as well as retired staff;
- "One size fits all", i.e. a unique health coverage scheme for the entire United Nations System organizations at this stage (after 50 years of existence) is neither a viable nor a portable solution for the United Nations System;
- The Questionnaire drawn up to collect data from all UN institutions and organizations should address the appropriate questions in order to gather relevant data.

To provide a sound basis for its work, the Working Group performed a quantitative and qualitative analysis of the major health insurance plans (all of them inclusive of active and retired staff) across the United Nations System. The analysis spanned health insurance plan design and coverage, eligibility, administration and its cost, demographics and benefits paid.

1. Federation of Associations of Former International Civil Servants.

lyse couvrirait également l'évaluation des obligations et le financement de l'ASHI.

Le rapport soutient vigoureusement la position selon laquelle les droits profitant aux personnels au moment de la retraite sont acquis de façon inaliénable pendant leur période de service. Les contributions du personnel sont calculées selon les termes et conditions de l'assurance qui ne changeront pas matériellement pendant ou après leur service.

Le Groupe de travail a formulé huit recommandations. Le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a examiné le rapport et les recommandations avant leur soumission à l'Assemblée générale. Le CCQAB reconnaît la diversité des plans d'assurance maladie du système des NU et les variantes des modèles administratifs. Il considère qu'il existe des opportunités pour une consolidation propre à réaliser des économies et obtenir un bon rendement.

En exécution de la résolution de l'Assemblée générale, le Groupe de travail a entrepris une recherche sur les plans nationaux de santé aux USA, en France, en Suisse, en Italie et au Royaume-Uni, les cinq principaux pays où résident les participants à l'ASHI. L'objectif de la recherche était de vérifier si l'expérience positive de l'ONU aux États-Unis pouvait être reproduite ailleurs. Dans de telles occurrences, le régime d'assurance santé nationale servirait de caisse primaire pour les soins relevant de son plan et le système de l'agence agirait automatiquement comme caisse complémentaire. Néanmoins, il est considéré que les organisations pourraient explorer plus avant la valeur des systèmes d'assurance maladie nationaux. Cela concernerait en majorité les retraités et leurs ayants-droit mais pourrait également être étendu au personnel en service. De toutes les façons, les systèmes de santé des différentes organisations seraient considérés comme la norme minimum. Telle est l'essence de la recommandation n° 4. Sur cette question, le CCQAB est d'avis que davantage d'informations devraient être recueillies auprès de tous les États membres où résident des retraités et leurs ayants-droit, compte tenu de la large distribution des retraités en dehors de l'Europe et des États-Unis. Tout en reconnaissant que des économies pourraient être réalisées si cette recommandation était mise en œuvre, de plus amples informations sont attendues du Groupe de travail.

En ce qui concerne l'élargissement du mandat de la Caisse des pensions (recommandation n° 5), en dépit des vues exprimées par le Comité des pensions et le Groupe de travail, le CCQAB souligne que l'ASHI est une question qui concerne l'ensemble du Système et serait mieux résolue par une approche générale de ce système. Par conséquent, le CCQAB est d'avis que le Groupe de travail devrait continuer à examiner les options pour un système généralisé de gestion des pres-

The analysis also covered ASHI liability valuation and funding.

The Report strongly supports the view that rights benefiting staff members at the time of retirement are inalienably acquired during their period of service. Staff members' contributions are assessed based on terms and conditions of insurance that will not materially change either while the staff members are in service or once they retire.

Eight recommendations were formulated by the Working Group. The Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) examined the Report and Recommendations before they were submitted to the General Assembly. The ACABQ recognized the diversity of health insurance plans across the UN System and the variations of the administrative models. It considered that opportunities do exist for consolidation in order to achieve savings and efficiencies.

In pursuance with the General Assembly Resolution, the Working Group had undertaken research on national health plans in the United States, France, Switzerland, Italy, and the United Kingdom, the top five countries where ASHI participants reside. The objective of the research was to consider whether the UN's positive experience in the US could be reproduced in other locations. In such situations, the national health insurance scheme would act as a primary plan for care covered under its design, and the agency's plan would automatically act as a supplementary plan. However, it is considered that Organizations could further explore the value of national health insurance schemes. This would concern mainly retirees and their eligible dependants, but might also be extended to the active staff. In all instances, the health plans of the various agencies would be considered as the minimum standard. This was the essence of Recommendation 4. On this matter, the ACABQ was of the opinion that more information should be collected from all Member States where retirees and their eligible dependants reside, noting the wide distribution of retirees outside Europe and the US. While acknowledging the potential for savings, should this Recommendation be implemented, further information is expected from the Working Group.

With regard to the broadening of the mandate of the Pension Fund (Recommendation 5), notwithstanding the views expressed by the Pension Board and the Working Group, the ACABQ underlined that ASHI is a system-wide issue that would best be resolved through a system-wide approach. Hence, the ACABQ was of the view that the Working Group should continue to examine options for a system-wide approach of managing ASHI benefits, without

tations de l'ASHI, sans exclure le rôle potentiel de la Caisse des pensions, y compris le partage de ses meilleures pratiques d'approche et de ses méthodes opérationnelles.

Les trois dernières recommandations traitent de la gestion financière des apports de fonds pour faire face aux obligations.

Une fois approuvées les recommandations du CCQAB, le mandat du Groupe de travail a été prolongé pour une nouvelle année. Ceci lui permettra d'examiner plus avant quelques questions et de poursuivre son exercice de recherche de faits sur la base de deux questionnaires relatifs aux systèmes nationaux d'assurance maladie.

Questions de pensions

L'évaluation actuarielle pour 2015 est positive, bien que modeste (+0,16). Le retard dans le paiement des pensions a été absorbé. En dépit des rumeurs persistantes il n'y a aucun plan, quel qu'il soit, de privatisation des investissements. Le Conseil a eu le plaisir d'accueillir Lee Woodyear, administrateur principal chargé de la communication et de l'information. Nous espérons qu'il donnera un coup d'accélérateur à la communication si nécessaire entre la Caisse des pensions et ses membres, en particulier par l'intermédiaire des associations d'anciens fonctionnaires.

(Traduit de l'anglais par Yolaine Nouguier)

Georges Kutukdjian

excluding a potential role for the Pension Fund, including sharing its best practices approach and its operating methods.

The 3 last recommendations deal with financial management funding provisions for the liabilities.

Having endorsed the recommendations of the ACBAQ, the mandate of the Working Group has been extended for another year. This will provide the opportunity to further examine some issues and continue its fact-finding exercise on the basis of two Questionnaires about Member States' national health insurance plans.

Pension Matters

The actuarial valuation is positive at the end of 2015, albeit modestly: +0.16%. The backlog of delayed payments of pensions has been absorbed. There are no plans whatsoever (despite persistent rumours) to outsource investments. The Council was pleased to welcome Lee Woodyear, the Senior Officer in charge of communication and information. Indeed, we hope that he will boost the much needed communication between the Pension Fund and its members, in particular through the associations of former staff.

BONNE NOUVELLE

Le Courrier de l'UNESCO renaît de ses cendres !

La Directrice générale, Irina Bokova, et le Vice-Ministre chinois de l'éducation, le Professeur Hao Ping, ont signé le 17 octobre 2016 un accord pour la relance du *Courrier* qui deviendra une publication trimestrielle imprimée et en ligne, dans les six langues officielles : « *C'est un jour historique pour l'UNESCO ! Avec cet accord, qui permettra de porter le message de dignité humaine de l'UNESCO à travers le monde, nous consolidons les bases de l'Organisation pour l'avenir.* »

GOOD NEWS

The UNESCO Courier – Like a Phoenix Reborn !

Director-General of UNESCO, Irina Bokova, and Vice-Minister of Education of China, Professor Hao Ping, on 17 October 2017 signed an agreement for the relaunch of the *Courier* as a quarterly print and online publication in the six official languages: “*This is a historic day for UNESCO! With this agreement, which will bring UNESCO important message of human dignity to people around the world, we are strengthening Organization's foundations for the future.*”



L'UNESCO hier et aujourd'hui

UNESCO Past and Present



Figures de l'UNESCO

ÉDOUARD GLISSANT : en chemin

Un dialogue
entre Sylvie Glissant et Alain Lévêque

Sylvie Glissant : Il faut avoir vu la vague de contentement qui illumina le visage d'Édouard le jour où il apprit que *Le Courrier de l'UNESCO*, qu'il dirigeait alors, venait de s'accroître d'une nouvelle langue de publication ! Il faut avoir vu cette onde de joie sur son visage, l'avoir entendu vibrer dans sa voix – « *Trente-cinq langues différentes, vous vous rendez compte !* » – pour comprendre, non seulement combien lui importait l'idéal défendu par l'Organisation, mais la place décisive qu'a tenue dans l'évolution de sa pensée et de son œuvre, cette revue qu'il a dirigée avec passion de 1982 à 1988.

Alain Lévêque : En effet. Pourquoi était-il si heureux, si fier de cette augmentation régulière des éditions linguistiques du *Courrier* ? Certes, parce que le message de l'UNESCO, message de paix, de tolérance et d'ouverture à l'Autre, véhiculé chaque mois par cette revue phare, cette « fenêtre ouverte sur le monde », voyait ainsi son rayonnement s'étendre encore davantage à l'échelle internationale ou plutôt interculturelle.

C'est aussi parce que son attachement profond à toute la diversité des langues du monde, à tous les « imaginaires » qu'elles expriment, y trouvait une raison supplémentaire d'espérer, d'agir.

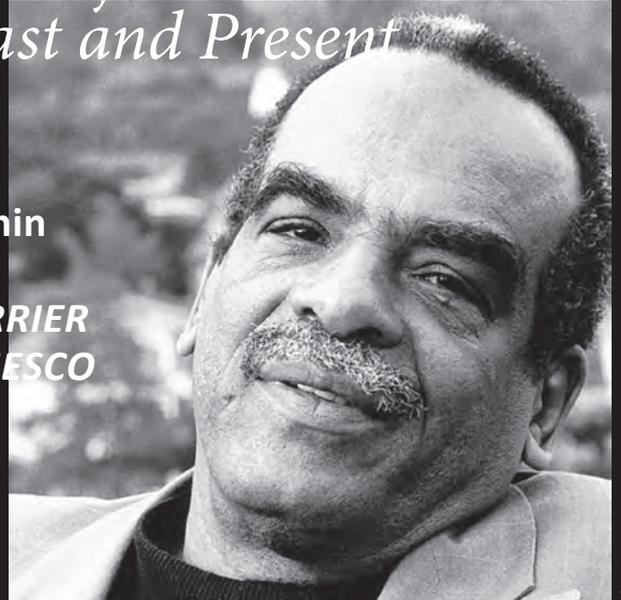
S. G. : Oui, il y voyait confirmée, à mon sens, à travers le *Courrier*, la nécessité de poursuivre la lutte obstinée qu'il avait entreprise en faveur de la pensée du divers, avec tous les espoirs qui le portaient.

A. L. : Peux-tu préciser les étapes de cette convergence ?

S. G. : Ce serait trop long d'entrer dans les détails de l'évolution de sa pensée. Disons, pour aller vite, que les six années qu'il passe à la tête du *Courrier*, influencent, je dirais même infléchissent le cours de sa réflexion, accentuent son action de penseur et d'écrivain.

Comment ? À toute pensée de système, y compris l'antillanité qu'il dépasse alors par la notion de « créolisation » – *Le Discours antillais* paraît en 1981, peu de temps avant qu'il ne prenne la tête de la revue – il va opposer un rapport réinventé avec l'Autre, la pensée souple, libre, de ce qu'il nommera le « Tout-monde ».

avec
le *COURRIER*
DE L'UNESCO



© DR

C'est sur ces interrelations, par lui repensées, qu'il s'appuie pour proposer des identités ouvertes, toujours en mouvement, imprévisibles, en « errance », dira-t-il, jamais refermées sur elles-mêmes, et pour préférer la « mondialité » à la mondialisation.

Nombre de numéros du *Courrier* traduisent cette nouvelle mise en contact des cultures à laquelle il aspirait tant. Il avançait alors sur deux fronts concomitants : la revue et son œuvre. La Rédaction du *Courrier* collabora avec lui sans complaisance, dans un échange à voix multiples, qui fut placé, à l'initiative même d'Édouard, sous le signe de l'humain. Ce fut un travail d'équipe. Ce fut une mise en commun autant qu'un accompagnement éclairant qui l'aida à développer sa pensée.

A. L. : C'est exact. Nous avons vraiment travaillé ensemble, c'est le mot qui convient. J'allais dire : en camarades d'atelier, dans une proximité que renforçaient encore des retrouvailles autour d'un verre, qui n'étaient pas pour déplaire à l'ami Édouard, à ce vivant si présent, si chaleureux qu'il savait être. Parmi les numéros révélateurs de ses préoccupations fondamentales, j'aimerais mettre l'accent, brièvement, sur quelques-uns. Pour deux raisons : d'une part, ces numéros reflètent ce lien organique entre le maître d'œuvre du *Courrier* et l'écrivain ; d'autre part, loin d'avoir perdu de leur actualité, ces analyses et la vision du monde qui les sous-tend, restent, par leur pénétration, leur profondeur, plus nécessaires, plus utiles que jamais pour déchiffrer le « chaos-monde ».

Puisque nous évoquions sa défense ardente de la diversité linguistique, je mentionnerai d'abord le numéro intitulé *Langues et langages* (juillet 1983) en attirant l'attention sur « Bâtir la tour », un article écrit par Édouard. Les riches perspectives qu'il y ouvre se retrouvent, encore élargies, deux ans plus tard, dans un autre numéro, *La parole et l'écrit* (août 1985). La réflexion sur l'oralité et

l'écriture est un axe majeur de sa pensée, axe qu'il développe et amplifie alors, parallèlement, dans son œuvre. La conception de l'écriture qu'il en tire, indissociable de la « trace », il la poussera encore plus loin dans ses livres ultérieurs.

Ne serait-il pas avisé de republier les quelques articles qu'Édouard a donnés, ces années-là, dans ces numéros du *Courrier* qui lui tenaient particulièrement à cœur ? À ces numéros, faut-il le préciser, c'est lui qui donnait l'impulsion première, l'élan. Il n'hésitait pas non plus, avec une belle aisance, une noble vigueur, à mettre la main, le cas échéant, aux éditoriaux. Il n'en a signé qu'un, à ma connaissance (dans le numéro de janvier 1984, intitulé, en hommage à George Orwell, 1984). Mais je crois me souvenir qu'il fut heureux de rendre personnellement hommage à Victor Hugo, à travers l'éditorial du numéro que le *Courrier* consacra à celui-ci pour le centenaire de sa mort (*Victor Hugo*, novembre 1985). Il tint aussi à inclure dans ce même numéro un texte de René Char, poète qu'il admirait et qu'il salua, à sa mort, dans un des derniers numéros du *Courrier* qui parut sous sa direction (en juin 1988).

S. G. : D'autres numéros illustrent cette convergence créative. Je pense à *Guerre à la guerre, la parole aux poètes* (novembre 1982) auquel participent notamment Adonis, Ernesto Cardenal, Allen Ginsberg et Sony Labou Tan'si. Ou encore, l'année suivante, à *Racisme, racismes* (novembre 1983) où Albert Memmi analyse les formes contemporaines du racisme sous l'angle de l'hétérophobie tandis que Roberto Fernández Retamar souligne l'importance du métissage culturel comme étape nécessaire mais pas suffisante sur le chemin de la « patrie » qui n'est autre, pour reprendre les mots de José Martí, que « l'humanité ».

Je pense aussi à ce numéro exceptionnel qui, en mai-juin 1986, pour célébrer le 40^e anniversaire de l'UNESCO, propose une anthologie d'articles remarquables parus dans le *Courrier* au cours de ses trente-neuf ans d'existence. Et à d'autres encore, par exemple *Théâtres du monde* (avril 1983), un thème cher au dramaturge de *Monsieur Toussaint* (1961 et 1978) non moins qu'au futur conteur visionnaire de *Le monde incréé* (2000). Je me souviens également de ce numéro si riche, si éclairant, *Arts d'Amérique latine* (juillet 1984). L'éditorial, où l'on sent la marque d'Édouard, met l'accent sur le mélange dynamique des cultures. Et dans son article, « Pastels pour quatre artistes », il salue le rôle fondateur qu'il attribue avec clairvoyance aux œuvres de Roberto Matta, Antonio Seguí, Wifredo Lam et José Gamarra. Il y voit l'accomplissement d'une « nouvelle naissance » de « tant d'histoires de cette Amérique, obscurcies et occultées », décelant dans les formes et les parcours respectifs de ces peintres latino-américains une exploration aussi profonde qu'inattendue.

Rompant pour sa part avec les vues reçues, René Depestre, dans un article décapant du même numéro, « Les loas du merveilleux en Haïti », révèle l'inventivité puissante de l'imaginaire pictural haïtien

Il y eut aussi un autre numéro auquel Édouard attachait une extrême importance, c'est *Averroès, Maïmonide : deux grands esprits du XII^e siècle* (septembre 1986). Ces deux philosophes, l'un musulman (Ibn Ruchd, Averroès pour les Européens), l'autre juif (Moshe ben Maymūn, Maimonide sous la forme latinisée), nés tous deux à Cordoue à quelques années d'intervalle, écrivant tous deux en arabe, sont des figures capitales du savoir universel et des exemples illustres de la création intellectuelle qui va de pair avec l'esprit de tolérance.

Sans oublier non plus le numéro qu'il consacre, en janvier 1986, à *La Collection Unesco d'œuvres représentatives*. Cette collection, dirigée alors par Édouard J. Mau-nick, constitue, comme le rappelle l'éditorial, un « véritable trésor de la littérature universelle » autant qu'un « lieu de convergence de toutes les sensibilités culturelles de notre univers ».

Il faudrait mentionner en outre plusieurs autres numéros qui traduisent des préoccupations plus actuelles que jamais, par exemple *Les migrants. Entre deux cultures* (septembre 1985) ; *Vivre ensemble* (janvier 1987), qui pose d'emblée la question : « La communauté internationale est-elle un mythe ? » ; ou *Journaux de voyage* (avril 1987), un rassemblement polyphonique d'écrits qui vise à mettre en évidence la découverte de l'« Autre », du « Même » et du « Divers », dans une perspective originale que l'on peut dire à la fois unesquienne et glissantienne. Mais ce serait trop long.

Y a-t-il, pour conclure, un numéro que, de ton côté, tu privilégierais ?

A. L. : Oui. Cette convergence que tu évoquais toi-même si justement au début de notre dialogue, entre la mission du *Courrier* et la pensée de ce guetteur actif du monde que n'a cessé d'être Édouard, cette convergence culmine, à mes yeux, dans un numéro où Édouard apparaît au cœur même de sa démarche, si bien que je qualifierais volontiers ce numéro d'emblématique. Quel numéro ? C'est *Le baroque* (septembre 1987).

Dans un article qu'il a intitulé « Brève philosophie du baroque », il s'explique. Il n'affirme pas seulement la dimension mondiale de cette catégorie de la sensibilité esthétique. Posant le baroque comme une réaction contre « la prétention rationaliste à pénétrer d'un mouvement uniforme et décisif les arcanes du connu », il l'érige en « manière de vivre la diversité-unité du monde ». Il l'enrôle, autrement dit, comme phénomène mondial, dans sa pensée de la « Relation » : « *Le frissonnement baroque, ajoute-t-il, tend [...] à signifier que la connaissance est éternellement à venir, et que c'est ce qui en fait la valeur.* »

Bibliographie



Edouard Glissant entouré de l'équipe du *Courrier*. © Jean Servat

S. G. : Je crois, en effet, que ce numéro montre combien, pour Édouard, le cheminement vers « une intersubjectivité du Tout-monde », selon ses propres termes, passe par la poétique, cette recherche toujours ouverte, toujours inquiète, jamais acquise. Dans ses *Entretiens avec Lise Gauvin (1991-2009)*, un livre paru en 2010, le poète qu'il est fondamentalement résume soudain d'une phrase, avec force, la position qu'il vient de développer plus longuement en réponse aux questions de son interlocutrice : « *On s'apercevra que la poétique n'est pas un art du rêve et de l'illusion, mais que c'est une manière de se concevoir, de concevoir son rapport à soi-même et à l'Autre et de l'exprimer.* » Nul doute que ses années de travail au *Courrier* ne l'aient beaucoup aidé à mûrir et à approfondir sa poétique de la relation.

Sylvie Glissant et Alain Lévêque

Sylvie Sémavoine-Glissant a écrit avec Édouard Glissant, son époux, *La Terre magnétique, les errances de Rapa Nui, l'île de Pâques* (Seuil, 2007), un récit lié au tour du monde entrepris par le trois-mâts « La Boudeuse », sous le haut patronage de l'UNESCO. Elle est Directrice de l'Institut du Tout-Monde (Paris) qu'Édouard Glissant créa avec elle en 2006, mais aussi artiste peintre et plasticienne, et psychanalyste clinicienne.

Alain Lévêque, rédacteur au *Courrier de l'Unesco* de 1982 à 1998, est écrivain. Il a notamment publié *Grains de terre* (La Bibliothèque des Arts, 1999), *D'un pays de parole* (Verdier, 2005), *Bonnard, la main légère* (Verdier, 2006), *Manquant tomber* (L'Escampette, 2011), *Pour ne pas oublier. Carnets 1988-2002* (La Bibliothèque, 2014).

Essais

- *Soleil de la conscience. (Poétique I)* (1956), nouvelle édition, Paris, Gallimard.
- *Le Discours antillais* (1981), Paris, Gallimard, 1997.
- *Poétique de la relation. (Poétique III)*, Paris, Gallimard, 1990.
- *Introduction à une poétique du divers* (1995), Paris, Gallimard, 1996.
- *Faulkner, Mississippi*, Paris, Stock, 1996/ Gallimard, 1998.
- *Traité du Tout-Monde. (Poétique IV)*, Paris, Gallimard, 1997.
- *La Cohée du Lamentin. (Poétique V)*, Paris, Gallimard, 2005.

- *Une nouvelle région du monde. (Esthétique I)*, Paris, Gallimard, 2006.
- *Mémoires des esclavages*, Paris, Gallimard, 2007.
- *Quand les murs tombent. L'identité nationale hors-la-loi ?* (avec Patrick Chamoiseau). Paris, Galaade, 2007.
- *La Terre magnétique : les errances de Rapa Nui, l'île de Pâques* (avec Sylvie Séma). Paris, Le Seuil, 2007.
- *L'Introuvable Beauté du monde. Adresse à Barack Obama* (avec Patrick Chamoiseau). Paris, Galaade, 2009.
- *Philosophie de la relation*, Paris, Gallimard, 2009.
- *10 mai : Mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions*, Paris, Galaade / Institut du Tout-monde, 2010.
- *L'Imaginaire des langues. Entretiens avec Lise Gauvin* (1991-2009), Paris, Gallimard, 2010.

Poésie

- *La Terre inquiète*, Paris : Éditions du Dragon, 1955.
- *Le Sel Noir*, Paris, Le Seuil, 1960.
- *Les Indes, Un champ d'îles, La Terre inquiète*, Paris, Le Seuil, 1965.
- *L'Intention poétique. (1969) (Poétique II)*, nouvelle édition, Paris, Gallimard, 1997.
- *Boises, histoire naturelle d'une aridité*, Fort-de-France, Acoma, 1979.
- *Le Sel noir, Le Sang rivé*, Boises, Paris, Gallimard, 1983.
- *Pays rêvé, pays réel*, Paris, Le Seuil, 1985.
- *Fastes*, Toronto, Le Gref, 1991.
- *Poèmes complets*, Paris, Gallimard, 1994.
- *Le Monde incréé : Conte de ce que fut la Tragédie d'Askia, Parabole d'un Moulin de Martinique, La Folie Célat*, Paris, Gallimard, 2000.
- *La Terre le feu l'eau et les vents : une anthologie de la poésie du Tout-monde*, Paris, Galaade, 2010.

Romans

- *La Lézarde* (1958), nouvelle édition, Paris, Gallimard, 1997/ Port-au-Prince, Presses nationales d'Haïti, 2007.
- *Le Quatrième Siècle* (1964) Paris, Gallimard, 1997.
- *Malemort* (1975), nouvelle édition, Paris, Gallimard, 1997.
- *La Case du commandeur* (1981), nouvelle édition, Paris, Gallimard, 1997.
- *Mahogany* (1987), nouvelle édition, Paris, Gallimard, 1997.
- *Tout-Monde*, Paris, Gallimard, 1995.
- *Sartorius : le roman des Batoutos*, Paris, Gallimard, 1999.
- *Ormerod*, Paris, Gallimard, 2003.

Théâtre

- *Monsieur Toussaint* (1961), nouvelle édition, Paris, Gallimard, 1998.

Une rencontre organisée par l'AAFU, dans le cadre de son Club Mémoire et Avenir, sur « Les composantes culturelles de conflits contemporains : une approche anthropologique du pluralisme et de l'identité », a donné

la parole à Bahjat Rizk, qui s'est appuyé sur l'expérience libanaise, et à Philippe Ratte, qui a analysé de manière philosophique l'approche prônée par l'UNESCO en matière de diversité culturelle.

Identité pluriculturelle : l'expérience libanaise

« La plupart des conflits dans les États nations ont une composante culturelle »¹.

Déjà, en 2000, le *Rapport mondial sur la culture* publié par l'UNESCO parlait des « frictions engendrées par la perception de différences culturelles entre nationaux et migrants » dans les pays industrialisés et ceux en développement. En 2000 également, le Dialogue des civilisations a été introduit aux Nations Unies à la demande du Président iranien Khatami, et a été le thème du sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Beyrouth en 2002.

Du fait de sa géographie, enclavé entre trois continents, le Liban a très tôt (les anciens Phéniciens jouaient déjà le rôle de médiateurs culturels et commerciaux) développé une disposition au dialogue. Au fil du temps, le Liban a été un passage pour toutes les civilisations transitant par le Moyen-Orient et un refuge pour les minorités persécutées. Aujourd'hui, le pays abrite 18 communautés religieuses, qui coexistent vaillamment...²

Du fait de la mondialisation, la question de l'identité pluriculturelle concerne toutes les sociétés. Comment le peuple libanais, malgré ses différences culturelles et religieuses, est-il parvenu à rester uni ? Comment a-t-il défendu son modèle du vivre-ensemble malgré le risque d'instrumentalisation et d'idéologisation, par la politique, du pluralisme culturel ?

Pour définir l'identité, source de tant de passion et de subjectivité, ou expliquer comment le processus d'identification se construit ou se déconstruit, il faut situer la question dans un cadre rationnel. Ce cadre est fourni par Hérodote, le père de l'Histoire, qui a fait le récit du premier choc des civilisations entre les Perses et les Grecs, en 500 av. J.-C. Tel un enquêteur, Hérodote a décrit les paramètres constitutifs de l'identité : « *Le monde grec est uni par la langue, le sang, les sacrifices et les sanctuaires (donc la religion) et les mœurs qui sont les mêmes* ». 2 500 ans plus tard, la charte de l'UNESCO énoncera l'obligation de respecter les droits de l'Homme « *sans distinction de langue, de race, de religion et de sexe* ». Nous sommes confrontés, chez Hérodote comme à l'UNESCO, aux mêmes paramètres – la religion, la langue, la race et les mœurs sociales –, sauf qu'Hérodote s'en sert pour comprendre le processus de structuration

des identités collectives, alors que l'UNESCO n'y fait référence que pour s'en émanciper et réaliser l'identité humaine via l'individu et non via la communauté.

La mise en perspective des deux textes facilite à la fois la reconnaissance des éléments de structuration identitaire et la flexibilité pour les négocier. Le but est de relativiser ces paramètres identitaires afin d'éviter leur instrumentalisation au profit de la politique et de les transcender. Parler de conflits culturels tout en niant les différences culturelles nous ferait tomber dans une ambivalence destructrice.

Entant que référent historique, Hérodote nous dispense de tout discours émotionnel. Il rend plus aisée la négociation des conflits, qui, pour la plupart, tournent autour des mêmes paramètres – religieux, culturels, ethno-linguistiques ou de mœurs –, et la lutte contre leur idéologisation, l'idéal à atteindre porté par l'UNESCO étant une identité humaine transcendant ces différences culturelles.

Le décalage entre la réalité – les conflits sont à nos portes – et les discours aseptisés et consensuels de l'UNESCO ne permet ni de définir les problèmes, ni de les négocier. Il est ainsi regrettable que l'UNESCO ait boudé pendant 35 ans Claude Lévi-Strauss car il avait évoqué, lors de sa conférence sur « Race et culture » (1971), un « seuil biologique » de tolérance pour les cultures. Les discours humanistes, idéalistes et utopistes de notre Organisation rassurent peut-être en interne, mais leur impact sur le monde extérieur reste très limité.

Il ne s'agit pas de défendre une langue, une religion, une culture ou une « race », mais d'appréhender le discours de l'identité à travers ces éléments structurants, en essayant de montrer leurs liens, afin de pouvoir, en les recadrant dans cette grille de lecture, engager un débat cohérent et rationnel, pour parvenir à les ajuster, à les compenser, les uns par rapport aux autres.

Cela dit, il n'y a pas d'exemple de société où les quatre paramètres constitutifs de la société définis par Hérodote seraient en parfaite conjonction, à moins d'être clonée ! Une telle société serait statique, verrouillée, en un mot invivable. La dimension du pluralisme est inscrite dans toute société, dans tout cadre du vivre-ensemble. Soit on arrive à négocier au mieux les différences culturelles en les pensant comme une valeur

ajoutée, et en identifiant ce qui rassemble, soit on court au repli identitaire et à la rupture...

Aux intellectuels, avec l'aide d'Hérodote, de comprendre comment les conflits culturels s'articulent. Aux politiques de trouver et de mettre en œuvre les solutions les plus appropriées. Mais si la volonté de vivre ensemble n'existe pas, personne ne pourra l'imposer ! Il ne s'agit donc pas de se substituer à la volonté des hommes mais de proposer un cadre structurel qui puisse donner une cohérence au discours et de prévenir l'instrumentalisation de la question identitaire.

Unité et diversité

« *Ce sont la pensée, le sentiment et la raison, marques insignes de notre espèce, qui lui confèrent sa solidarité, autrement dit l'unité humaine ne procède que de l'esprit* », Charles de Gaulle³.

La raison d'être de l'UNESCO est aujourd'hui fondamentale pour incarner une exigence d'humanité plus que d'humanisme, à l'heure où, pour certains comme le chancelier autrichien Christian Kern, « *La ligne de confrontation n'est plus définie par les questions sociales mais par les identités culturelles* ». Or celles-ci sont gravement en crise aujourd'hui, ce qui accentue le problème.

Au temps des Lumières, où on croyait au Progrès et où l'Occident répandait une première image de la globalisation tendue vers un idéal collectif, le mot « culture » désignait une situation d'emprisonnement local, historique, dans un temps et un espace donnés : il était alors bon d'arracher les gens à leur culture considérée régressive pour les amener vers le progrès collectif. Cette approche — qui prévalut jusqu'aux années 1940-1950 — sera renversée par la conversion à la postmodernité qui voulut rompre avec « l'Occident dominateur » en mettant en valeur l'égalité des cultures du monde. Mais, ce faisant, on les détruisait en tant que référent culturel pour entrer dans un état global favorable « *avec la tentation de créer une humanité rassemblée par la tolérance, dont l'échec paraît inévitable* » (Philippe d'Iribarne).

On croit savoir ce qu'est l'identité, chacun peut s'en prévaloir, on la confronte à celle de l'Autre, on la construit, la consolide, s'y réfère... Or c'est une notion déliquescence comme l'eau coulant entre deux rives. La première rive est l'**identification** : je m'identifie à quelque chose d'antérieur. Je suis né à Lille, je suis donc Français... C'est dangereux, car le totalitarisme est au bout de cette dimension de l'identité. Sur la deuxième rive, il y a l'**ipsité** : chacun a son expérience, ses émotions, ses souvenirs, sa singularité. L'identification a beaucoup de prétendants (on se dit Français, Anglais, Musulman), l'ipsité est un océan infini, car elle comporte toutes les singularités de la psyché. L'identification tend vers le dogme, l'ipsité est une expérience, l'identité un récit.

L'identité est aujourd'hui objet de prétentions positives : c'est un paradoxe, car l'objet le plus fluide et inconsistant de la pensée, l'identité, est celui autour duquel roule la pensée. Toute chose en ce monde est prise entre deux asymptotes, l'une universelle, vers laquelle on tend mais qu'on n'atteint jamais, l'autre est l'individu, qui est un abîme inconsistant. Entre les deux des structures : les amis, la famille, la patrie, l'UNESCO, etc. Autant l'appartenance à un groupe était jadis fondamentale, autant aujourd'hui toutes ces structures intermédiaires sont fongibles. La famille est moins structurée, les Églises ont moins d'emprise, les appartenances à des clubs, des groupes, et même des sexes deviennent aléatoires. Ces choses qui étaient entre l'universel et l'individu cessent d'avoir valeur ontologique, elles sont des constructions elles aussi. On doit donc essayer de remplir ce vide entre l'universel et le singulier et lui donner une consistance qui ne nous est plus proposée par des groupes. C'est d'autant plus urgent et important qu'on peut en observer les dégâts : les terroristes se bricolent une espèce d'identité par identification et expriment leur ipsité en posant des bombes. C'est illusoire, car cela ne constitue pas de l'être mais des assemblages provisoires, mais ô combien dangereux ! Cette fragilité de l'identité nous oblige à trouver autre chose.

Cette autre chose, on peut la chercher du côté des cultures, mais là encore il ne faut pas se tromper. Il y en a au moins trois acceptions. La première, commune à Lévi-Strauss et Braudel, est celle des grandes continuités. Quand on parle de la culture du maïs, du riz ou du blé chez Braudel, on voit bien qu'il s'agit de pratiques multimillénaires qui forment un espace sous-jacent pour l'histoire courante. Si je suis né ici, je suis dans la culture du blé ; en Chine, c'est la culture du riz. Inversement, le mot « culture » peut signifier l'imagination, la création, l'improvisation, le jamais-vu. Toute œuvre, pièce de musique, dessin, discours, poème, fabrique de l'inédit, de la culture. Entre les deux, un ensemble informe, plus ou moins identifiable, stable ou consistant, celui des cultures qui flottent sur l'océan de l'Histoire et n'ont pas d'identité ontologique propre. S'en revendiquer est absurde. Je reprocherai à l'UNESCO de s'être laissé bernier par le concept piège de « dialogue de civilisations » inventé pour faire pièce au choc des civilisations, comme si ces « civilisations » au pluriel existaient, alors qu'elles relèvent toutes du même processus de civilisation à l'œuvre tout au long de l'Histoire, commencée en Afrique il y a des milliers d'années et qui se poursuit.

Peter Sloterdijk⁴ explique que nous sommes travaillés depuis des millénaires par l'exigence de s'élever, d'aller plus haut. Cette propension propre aux cultures ayant une apparence d'existence dans un monde et à une époque où elles étaient séparées les unes des autres. Aujourd'hui, c'est l'inverse : les civilisations ne

vont plus nous tirer vers le haut, mais nous diriger vers l'exercice quotidien d'une singularité, d'une originalité particulière, précise Nicolas Colin⁵. Avec nos smartphones, nous avons tous une capacité de communication, d'intervention, de participation et d'échange phénoménale qui remplace les structures verticales de toujours par une appartenance horizontale à une multitude qui dirige et canalise notre vie quotidienne. C'est un renversement auquel nous n'étions pas préparés. Il y a plus de 20 ans on en parlait déjà à l'UNESCO, mais cette énorme machine bureaucratique pyramidale manqua alors la chance d'adapter son fonctionnement à cette nouvelle donne.

L'identité n'existe pas, elle est récit, construction, intermédiation entre l'universel et le particulier, un compromis entre l'identification et l'ipséité. Elle ne peut être appréhendée que de manière composite. Chacun d'entre nous participe à un grand nombre de tendances d'identification. Nous sommes d'ici et d'ailleurs, en chacun il y a une appartenance globale au monde, à des régions, des ensembles, des cultures, des amitiés, etc. L'identité est toujours ouverte. Elle est organiquement plurielle. Ce n'est pas une ontologie, c'est une relation, un processus, un travail. Elle se révèle à travers l'écart. En comparant les cultures occidentale et chinoise, on les chosifie, on est sûr de se tromper. Mais si on utilise l'une pour comprendre l'autre, on découvre des choses surprenantes. Ainsi depuis Aristote, l'Occident est ravagé par la passion de la vérité, ce qui est excellent en mathématiques et en physique, mais moins bien en sciences humaines. Les Chinois sont eux portés sur l'édification patiente de relations de confiance, et non sur la vérité d'un contrat par exemple, dont la signature est juste le début d'un processus. Les deux attitudes sont très utiles pour se comprendre et progresser.

Enfin, l'identité doit être pensée comme une sorte de système immunitaire. À force d'expériences répétées et constantes de relations plus ou moins faciles, elle forge une capacité à supporter autrui. Cette capacité immunitaire est un travail. Elle n'est pas donnée, c'est un processus. Il s'agit de progresser pour parvenir à se fréquenter, à se parler. Et à faire attention au langage qu'on emploie. La précision dans le discours est fondamentale. Kant, dans son traité sur le *Projet de paix perpétuelle*, dit qu'un monde parfaitement unifié sous le règne d'une seule loi et d'une seule règle ne pourrait être édifié que sur le « cimetière de la liberté ». Heureusement que la nature a voulu les choses autrement, et se sert pour cela des langues et des religions (aujourd'hui déclinées en mœurs, cultures, etc.), qui obligent les gens à se parler, à être en dialogue, ou en opposition. Malgré les heurts, cela conduit progressivement à une certaine « paix perpétuelle » qui sera le fruit d'une harmonisation difficile et lente entre tous. Un travail pour l'avenir.

L'identité n'existe donc pas en amont, elle se construit en aval. Elle n'est pas singulière, mais nécessairement plurielle, elle n'est pas solitaire et arrogante, mais forcément ouverte et disponible, et le fruit d'un effort pour produire du commun (et non s'inventer du « comme-un », tous comme un seul, qui serait cloné !).

Bahjat Rizk

Attaché culturel de la Délégation permanente du Liban auprès de l'UNESCO

Philippe Ratte

Historien, ex-chef de la Section Communication, Information et Publications, Secteur de la culture

Que faire des mécanismes dont nous héritons, parmi lesquels ceux du dialogue interculturel et de la Décennie des Nations Unies pour le rapprochement des cultures, alors que l'UNESCO est en train de réfléchir au nouveau programme, se demande, au cours du débat, John Crowley, responsable de la Section, Recherche, politique et prospective.

La question qui se pose, à l'heure du futur 39 C/5, est celle de l'existence de ses activités et du soutien politique réel dont elles disposent de la part de certains États membres. Ouvrent-elles une porte qui puisse être exploitée au service d'une démarche plus subtile et stratégique ? À cela plusieurs conditions : ne pas prétendre dépolitiser ce qui est politique ; ensuite, il n'est pas juste de ramener l'identité à un récit qui n'aurait pas d'existence, car les récits produisent des effets réels.

L'UNESCO est placée devant un défi : produire elle-même des métarécits sur les identités qui soient à la hauteur de ceux que produisent les identités elles-mêmes. Et de ce point de vue, force est de constater que notre puissance rhétorique a décliné au fil des ans !

L'une des difficultés que nous avons dans notre programme est la coupure entre la science et la raison d'une part, et la morale et l'action de l'autre. Notre but aujourd'hui à l'UNESCO, dans le domaine des sciences humaines, est de retisser ce lien avec, en 2017, une Conférence mondiale des humanités.

1. *Diversité culturelle, conflit et pluralisme. Rapport mondial sur la culture*, Paris, Editions UNESCO, 2000.
2. Voir Bahjat Rizk, *L'identité pluriculturelle libanaise*, Paris, IDLivres, 2002.
3. Discours du Général de Gaulle, Président de la République française, lors du 20^e anniversaire de l'UNESCO le 4 novembre 1966.
4. Peter Sloterdijk, *Tu dois changer ta vie*, Paris, Maren Sell Éditeur, 2010.
5. Nicolas Colin, *L'âge de la multitude*, Paris, Armand Colin, 2012.

NDLR : Voir sur le site de l'AAFU le compte rendu *in extenso* préparé par Neda Ferrier de cette rencontre.

DOSSIER

Bioéthique et Biotechnologies

sous la direction de Georges Kutukdjian*

Si la première moitié du 19^e siècle a bouleversé le monde car l'humanité a accédé au cœur de la matière grâce à la physique des particules et à l'astrophysique, la seconde moitié du 20^e siècle, elle, l'a placé au cœur du vivant. Depuis les années 1960, la biologie et la génétique ont fait des progrès spectaculaires favorisant un passage du fonctionnement du vivant à sa fabrication.

Il n'est guère de semaine qui passe sans qu'une découverte en biologie et en biotechnologie ou une innovation n'ouvrent des perspectives insoupçonnées dans tous les domaines et qui nous touchent de près. Qui n'a dans sa famille une personne qui n'ait affronté l'infertilité, eu besoin d'une transplantation d'organe ou dont la fin de vie n'ait posé des questions épineuses entre souffrance intolérable et départ apaisé ? Quels sont les hommes et les femmes politiques qui pourraient se désintéresser des enjeux éthiques et juridiques en matière de santé, d'alimentation, d'agriculture ou d'élevage ?

Quelle industrie pharmaceutique n'est pas engagée dans une course à l'innovation et à la production de nouveaux médicaments ? Dans quel domaine le dépôt de brevets ne fait-il pas rage ? Quel journal peut se passer d'avoir des pages scientifiques pour faire part de nouveaux traitements mais aussi, hélas, de révélations d'effets néfastes de certains médicaments ?

Le dossier qui suit aborde quelques aspects de ce que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de « révolution du vivant ».

* La Rédaction de *Lien/Link* ainsi que l'ensemble du Comité exécutif de l'AAFU se félicitent que le gouvernement de la France ait reconduit la nomination de Georges Kutukdjian à la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) pour une nouvelle période de trois ans. Il est chargé d'en coordonner les travaux de collecte de données et d'analyse sur la traite des êtres humains (sous les différents aspects domestiques, économiques, sexuels et autres formes d'exploitation). Depuis 2015, la CNCDH a la responsabilité de produire un Rapport annuel national sur la traite des êtres humains à l'intention du Premier Ministre, assorti de recommandations.

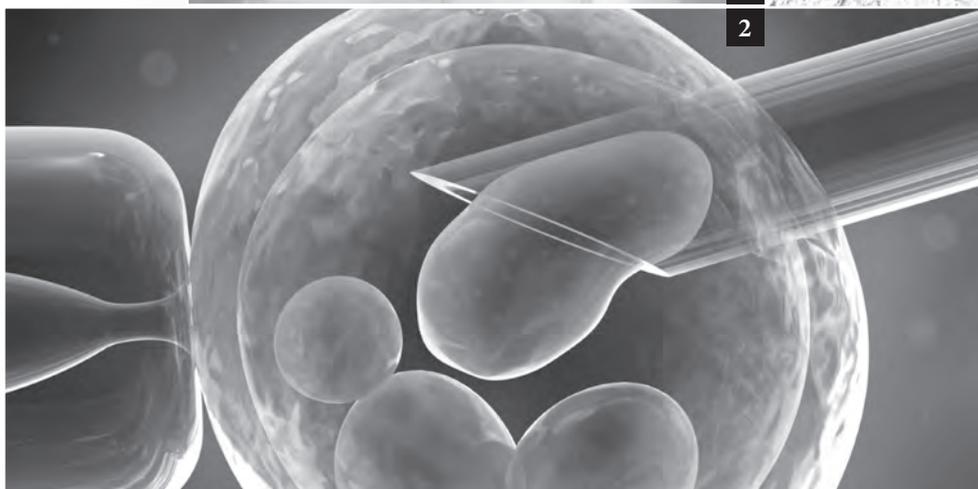
« La bioéthique n'est pas affaire de spécialistes, c'est l'affaire de tous les citoyens ! »



1

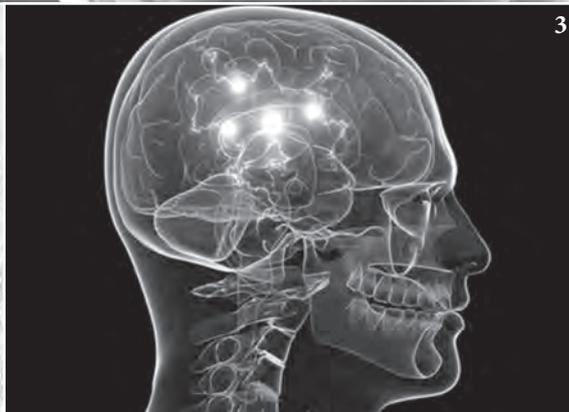
© DR

2



© DR

3



© DR

1. L'intelligence artificielle, possible avenir de la médecine ?
2. Fécondation *in vitro*.
3. Maladie de Parkinson : parmi les thérapeutiques chirurgicales futures, il y a le transfert de gènes.

La bioéthique à l'UNESCO

Des premiers pas encourageants sur des questions majeures qui engagent l'avenir de l'humanité

Entretien entre Georges Kutukdjian,
Secrétaire général du Comité international de bioéthique (CIB) (1992-2001),
Secrétaire exécutif de la Commission mondiale de l'éthique des connaissances
scientifiques et des technologies (COMEST) (1995-2001),
et Elizabeth Khawajkie

Depuis sa création, l'UNESCO a fait preuve de sa capacité à jouer un rôle de pionnier pour aborder et relever les grands défis de l'humanité. La bioéthique ne fut pas une exception.

La bioéthique cherche à établir un équilibre entre deux orientations principales : l'une relative à la philosophie morale qui vise à éclairer les choix éthiques fondés sur des valeurs et des principes partagés par tous; l'autre, prescriptive, qui cherche à édicter des normes applicables aux sciences du vivant et aux biotechnologies pour résoudre différents problèmes juridiques qui se posent en la matière et fournir des solutions face à d'éventuels dilemmes.

Elle couvre de nombreuses questions, y compris la contraception, l'interruption volontaire de grossesse (IVG), le don du corps humain (organes, tissus et cellules, y compris sperme, ovules et embryons), la commercialisation de banques d'organes ou de greffons, les thérapies géniques, l'eugénisme, les recherches sur l'embryon et l'utilisation d'embryons surnuméraires, les cellules souches, les neurosciences (modification de l'activité du cerveau), les nanotechnologies (applications de la microélectronique à la fabrication de dispositifs miniaturisés). Des implants avec puces électroniques sont progressivement utilisés à des fins médicales ou autres (stimulateurs cardiaques, implants cochléaires, rétinien et cérébraux [pour les patients atteints de la maladie de Parkinson])...

Elizabeth Khawajkie¹ : *Quand et comment l'UNESCO s'est-elle impliquée dans la bioéthique?*

Georges Kutukdjian : Seule organisation de l'ONU à réunir les éléments essentiels de la bioéthique (les sciences, l'éducation et la culture) et à être dotée d'une mission éthique de par son Acte constitutif, l'UNESCO s'est impliquée dès les années 1970 dans la bioéthique. Les étapes de cet engagement (de 1970 à 2015) ont été retracées dans une publication récente².

Dès son élection en 1987, Federico Mayor souhaitait instaurer un programme de bioéthique à l'UNESCO, mais c'est en 1992 qu'il passa à l'acte et créa le Comité international de bioéthique (CIB). Son objectif était clair : l'UNESCO de-

vait prendre une part active à la définition des enjeux éthiques, juridiques et sociaux – mais également économiques – du **déchiffrement du génome humain** : projet scientifique colossal, plus important que le projet Manhattan (fabrication de la bombe atomique). Faut-il breveter les séquences génétiques déchiffrées ou seulement les produits innovants qui en découleraient ? Telle était la question. Une chose est de breveter les séquences génétiques mêmes qui programment la production par exemple de l'insuline dans le corps humain, une autre est de breveter la méthode de production de l'insuline à partir des connaissances fournies par les séquences génétiques. Le débat faisait rage en raison des sommes considérables qu'impliquait une telle initiative et à cause des prises de position de différents acteurs des secteurs publics ou privés, scientifiques et gouvernementaux. La Conférence générale encouragea l'UNESCO à s'investir dans des activités relevant de la bioéthique.

E.K. : *Quel est le rôle de ce Comité (CIB) ?*

G.K. : Composé de 39 experts indépendants de renommée internationale, le Comité a été créé comme forum intellectuel pour : établir des principes et des normes ; mener des études sur des enjeux éthiques de progrès biotechnologiques (dépistage génétique, thérapie génique, cellules souches embryonnaires, clonage, organismes génétiques modifiés, etc.) ; encourager les États membres à créer des comités nationaux d'éthique ; favoriser l'éducation à la bioéthique et la diffusion de l'information.

Sa réalisation la plus marquante fut dans le domaine normatif. Il a élaboré **trois Déclarations**, qui furent adoptées à l'unanimité et par acclamation par la Conférence générale : Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'Homme (1997) (l'année suivante, l'Assemblée générale des Nations Unies la fera sienne) ; Déclaration internationale sur les données génétiques (2003) ; Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme (2005).

La Déclaration de 1997 fut le premier instrument international dans le domaine de la bioéthique à avoir vu le jour. Son adoption et le rôle de forum intellectuel, multiculturel et multidisciplinaire qu'elle a suscité ont confirmé le rôle de chef de file de l'UNESCO dans ce domaine sur le plan mondial.

1. Ex-Coordonnatrice internationale du Réseau du Système des Écoles associées.
2. Voir l'article de Georges Kutukdjian in *Encyclopaedia of Global Bioethics*, Springer Publishers, 2016.

E.K. : *Durant cette première phase du CIB, quels furent les sujets les plus débattus ?*

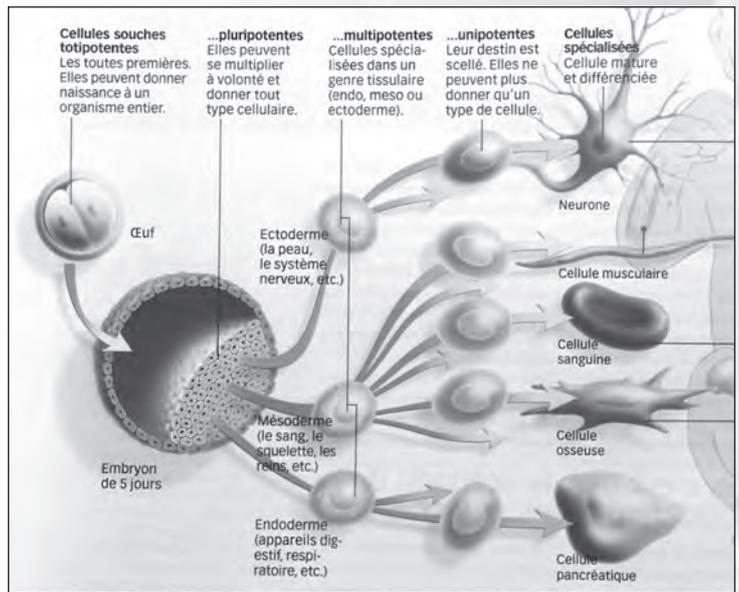
G.K. : Outre la question de la commercialisation du matériel génétique, l'une des préoccupations de l'époque fut la recherche et son application relative aux cellules souches. Tous les ans, de nouvelles découvertes dans ce domaine défraient la chronique. Les **cellules souches** sont des cellules « mères » qui ont la capacité de produire d'autres cellules. Par exemple, les cellules souches dans la moelle osseuse permettent la production de cellules sanguines. Mais nous avons aussi d'autres cellules souches qui permettent la production de cellules de la peau, du foie, etc. : ce sont des cellules souches adultes, car, en général, elles interviennent uniquement dans la production d'une catégorie déterminée de cellules. En revanche, les cellules souches embryonnaires sont des cellules « totipotentes » (toute-puissantes) car elles interviennent dans la production de toutes les catégories de cellules. Ainsi, dans un embryon, à un stade précoce de son développement, chaque cellule qui le compose est une cellule souche embryonnaire capable de se différencier ultérieurement en cellules nerveuses, osseuses, musculaires, etc. De surcroît, les techniques de clonage – qui se sont perfectionnées depuis la naissance de la brebis Dolly en 1996 – ouvraient des perspectives réelles considérables mais aussi beaucoup de fantasmes d'auto-reproduction...

E.K. : *On entend beaucoup parler de la recherche dans ce domaine, de quoi s'agit-il exactement ?*

G.K. : La découverte de cellules souches « totipotentes » (ou plutôt « pluripotentes ») dans le corps humain presque partout, par exemple au niveau de la peau, a été une découverte capitale. Elle a ouvert un champ énorme de possibles applications cruciales. Ainsi, l'utilisation de telles cellules souches pour la régénération d'organes ou de tissus détériorés (cœur, foie, cerveau) ou le traitement de maladies invalidantes neurodégénératives (Parkinson, Alzheimer, etc.) pouvant laisser espérer aux personnes âgées de bénéficier d'une meilleure qualité de vie. Il n'existe quasiment pas une pathologie dégénérative (maladies cardio-vasculaires, arthroses, etc.) qui ne puisse bénéficier (théoriquement) des progrès scientifiques sur les cellules souches. Certes, les scientifiques sont divisés. Pour certains, les cellules souches adultes pourraient agir avec la même efficacité que les embryonnaires, sans soulever les questions éthiques qui se posent dans de nombreux pays quant à leur provenance ; pour d'autres, seules les **cellules souches embryonnaires** sont « totipotentes » et pourraient répondre à nos attentes en termes thérapeutiques. Les pays les plus en pointe dans ces recherches sont le Royaume-Uni, les États-Unis, la Chine et Singapour.

E.K. : *Quelles en sont les implications éthiques ?*

G.K. : Elles dépendent largement de la nature et de l'origine des cellules souches. Les cellules souches adultes posent la question du consentement du donateur et de la commercialisation des lignées qui sont produites. En revanche, les embryonnaires soulèvent des questions plus épineuses car elles peuvent provenir d'embryons avortés, d'embryons surnuméraires conservés dans des cliniques de fertilisation *in vitro* (et ne faisant plus l'objet d'un projet parental), ou d'embryons créés à des fins de recherche. En permettant la création d'embryons humains aux seules fins de la recherche, n'allons-nous



pas ouvrir la voie à une fabrication d'embryons « à la chaîne » ? Ne serait-ce pas une « **instrumentalisation** » **du vivant humain** ? Le débat dans ce domaine demeure passionné. Autre domaine dans lequel le débat est très clivé : les techniques génétiques en vue de l'amélioration des performances d'une personne (sa mémoire, ses performances physiques, sa capacité à supporter la souffrance, etc.). Le consensus longtemps réuni pour ne pas s'engager dans cette voie n'est plus aussi solide...

E.K. : *Quels conseils le CIB peut-il donner aux États membres dans les domaines pédagogique et informatif ?*

G.K. : Chaque année l'UNESCO est sollicitée pour effectuer des missions et fournir des conseils, et pas seulement aux pays les plus avancés. La bioéthique intéresse nombre de pays et certains comme l'Égypte, l'Inde, l'Iran et la Thaïlande ont, d'ores et déjà, adopté une politique autorisant la production de cellules souches embryonnaires par différentes techniques, y compris le clonage. Sous l'égide de l'UNESCO, de nombreuses rencontres ont eu lieu pour étendre la

réflexion et mettre en marche des actions législatives. De plus, plusieurs Chaires UNESCO de bioéthique ont été créées : elles ont généré des réseaux de recherche et d'information régionaux et internationaux. Bien des universités de par le monde aujourd'hui offrent un enseignement en bioéthique et facilitent des échanges entre enseignants et entre étudiants.

E.K. : *Quel bilan tirer du programme de bioéthique à l'UNESCO pendant les années 1993-2005 ?*

G.K. : Tout simplement que la bioéthique a été retenue comme l'une des cinq priorités de l'UNESCO de 1993 à 2009. Le Conseil exécutif s'est quelque fois référé à ce programme comme à une « **success story** ». L'adoption des trois instruments normatifs a eu un impact très important à tous les niveaux – national, régional et international. Ils ont été prémonitoires dans leurs domaines respectifs. La Déclaration universelle de 1997 a insisté sur le respect de la dignité humaine, la primauté de l'être humain, la non-discrimination d'une personne en raison de ses caractéristiques génétiques, le consentement libre, éclairé et express de toute personne avant un acte médical, l'évaluation risques/bénéfices avant toute action ; celle de 2003 a traité des données génétiques humaines, tandis qu'aujourd'hui la question des données et de leurs utilisations prend une extension sans précédent sous les angles éthique, économique et politique ; celle de 2005 était remarquable tant par sa vision que par sa densité : respect de l'égalité, de la justice et de l'équité, notamment par l'accès aux soins de santé, à la nourriture, à l'eau..., partage des bienfaits de la recherche scientifique, protection de l'environnement, de la biosphère et de la biodiversité.

E.K. : *Quels obstacles et défis a-t-il fallu surmonter ?*

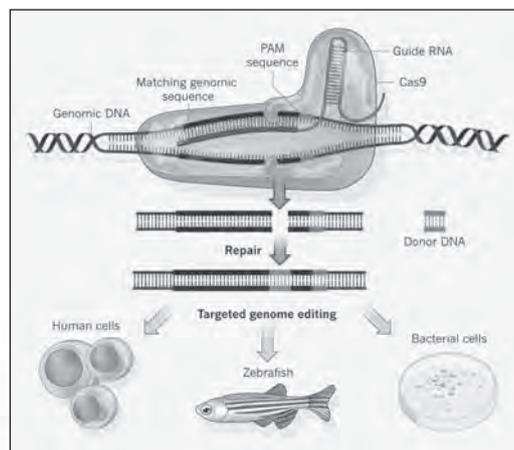
G.K. : Les obstacles les plus pernicieux se situent à l'intérieur du Secrétariat, avec des luttes intestines d'arrière-garde. C'est pourquoi Federico Mayor plaça ce programme sous son autorité. La stratégie était d'en assurer la crédibilité à l'extérieur du Secrétariat pour ensuite l'imposer à l'intérieur. La visibilité qu'il prit rapidement auprès des organes directeurs et des États membres a considérablement aplani les obstacles.

Le défi le plus important a été de maintenir un équilibre entre la liberté de recherche scientifique (en matière de pensée, de conscience, de produire et d'échanger des informations,...) et une réflexion éthique et juridique fondée sur la dignité humaine et le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Rompre un tel équilibre reviendrait à perdre la confiance de la communauté scientifique et « à perdre son âme ».

L'enjeu essentiel a été l'affirmation du **génomme humain comme patrimoine commun de l'humanité**. Composé notamment des plus éminents juristes du monde entier, le CIB forgea ce principe que certains États refusaient, le milieu des années 1990 étant secoué par un débat sur « le piratage génétique ». Que le génome humain était patrimoine commun de l'humanité impliquait soit qu'il appartenait à tous et donc qu'on pouvait se l'approprier, soit qu'il n'appartenait à personne et donc que nul ne pouvait se l'approprier. Après des négociations ardues, il fut concédé qu'en un « sens symbolique [le génome humain était] le patrimoine de l'humanité ». Ainsi, le génome humain devenait le symbole même du concept de patrimoine de l'humanité !

E.K. : *Quels sont aujourd'hui les grands enjeux de la bioéthique qui engagent l'avenir de l'humanité ?*

G.K. : J'en citerai un : le **génie génétique** qui a fait une grande percée en 2012, ou la technologie de Crispr-Cas9. C'est un outil prometteur en raison de son efficacité, de sa rapidité et de son faible coût : il permet des cassures dans la double hélice de l'ADN et des soudures pour éliminer (en principe définitivement) les séquences génétiques indésirables qui programment des maladies ou certains traits génétiques. Le Crispr-Cas9 est également capable de reconnaître avec précision l'ADN d'un virus pour en éliminer la séquence pathogène. Des scientifiques ont déjà créé des vaches sans cornes,



Crispr : un ARN en deux parties et une protéine.
Source : Pennisi (2013)

d'autres prévoient de ressusciter des espèces disparues... comme le mammouth.

Dans les pays qui autorisent les recherches sur les embryons, certains laboratoires sont tentés de modifier l'ADN des cellules souches pour désactiver des séquences génétiques qui provoquent certaines maladies comme la mucoviscidose, l'hémophilie, etc., principalement des maladies monogéniques (produites par un seul gène). D'ores et déjà en Chine, des chercheurs

mènent des travaux sur des cancers d'humains adultes afin de neutraliser les cellules cancéreuses. Grâce à cette technologie, une équipe américaine a réussi à rendre un moustique résistant au paludisme et prévoit de le libérer dans la nature pour transmettre ce gène de résistance à l'ensemble de l'espèce. Cet outil pourrait combattre des épidémies de maladies infectieuses en « désactivant » les séquences pathogènes des microbes qui deviennent de plus en plus résistants aux antibiotiques.

Les questions éthiques que soulève cette technologie sont innombrables. Pouvons-nous modifier le matériel génétique des plantes, des animaux et des humains ? Que se produira-t-il quand un tel matériel mo-

difié s'introduira dans le pool génétique des espèces ? Connaissons-nous les synergies au sein du matériel génétique des espèces, tout en sachant qu'aucun matériel génétique n'est immuable et qu'il se modifie en fonction notamment de l'environnement ?

Certes, en décembre 2015, au vu des multiples questions éthiques et de sécurité, l'Académie américaine des sciences et de la médecine, l'Académie chinoise des sciences et la Société Royale de Londres ont recommandé un moratoire mais **pour combien de temps encore la sagesse pourra-t-elle prévaloir sur l'appât du gain ?**

Quand on peut tout faire, ou presque, que faut-il faire ?

Appui fondamental pour la coopération internationale, le CIB publie des rapports de référence¹ et le Programme de bioéthique à l'UNESCO soutient aujourd'hui les États membres dans l'application des principes universels issus des trois Déclarations par le biais du « renforcement des capacités » des individus et des institutions. L'action du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) en matière de bioéthique reste donc l'un des rares engagements de l'UNESCO en tant qu'organisme normatif et laboratoire d'idées.

Les nouvelles perspectives que la science et la biotechnologie peuvent ouvrir pour l'humanité exigent discernement éthique et philosophique. Quand on peut tout faire, ou presque, que faut-il faire ? Voilà l'une des questions fondatrices de la philosophie. En tant que membres d'une société, savoir ce que nous devons faire en termes de bien commun est une question éthique et politique. Or, la bioéthique, qui s'est développée parallèlement aux applications biotechnologiques, place l'action de la connaissance du vivant et de la (bio) technologie en tant que pratique sociale composée de dimensions économique, culturelle et politique. Grâce à la bioéthique, les possibilités technologiques sont lisibles en termes éthiques, en considérant les pratiques culturelles et symboliques et les conditions sociales, politiques et économiques d'un pays. Cette lecture globale indique ce qu'il faudrait faire en termes de valeurs, principes, croyances, voire d'allégeances institutionnelles... et marque la voie qui peut éclairer les décisions publiques.

Les nouvelles possibilités qu'offrent les biotechnologies présentent des dilemmes éthiques qui, en partant des valeurs universelles, sont traités par un exercice dialogique et politique, en présence des acteurs concernés. Il s'agit de la délibération collective issue d'analyses d'experts, citoyens et décideurs, dans le cadre de

référence des droits de l'Homme, et du lien stratégique entre connaissance et politiques sur lequel SHS a travaillé ces derniers vingt ans. Dans la délibération collective ainsi conçue, la réflexion éthique est centrale. On y tient compte des valeurs et des conflits provoqués par les intérêts des acteurs en présence afin d'établir un accord de régulation commun.

Catalyseur de la coopération internationale, l'UNESCO est aujourd'hui l'unique forum universel de rencontres internationales en bioéthique. Tout en soutenant ce cadre de référence pour la régulation de la gouvernance technologique et scientifique du monde, l'UNESCO signale en même temps les limites de la responsabilité face au devoir de préservation de la dignité humaine.

Elle prône l'exercice d'une bioéthique globale, ayant l'expérience nécessaire à sa consolidation en tant que forum de réflexion universel et d'appui à la gouvernance mondiale. Tâches particulièrement nécessaires dans le monde contemporain, la production biotechnologique et l'application des découvertes n'étant pas homogènes entre le Nord et le Sud.

Au moment où les défis internationaux liés au développement scientifique et technique sont si cruciaux, l'UNESCO doit renforcer son programme et la coordination globale qui garantit, depuis son Siège, la cohérence de toutes les actions menées par ses Bureaux hors Siège en bioéthique.

Germán Solinís
ex-spécialiste du programme,
Section de bioéthique et d'éthique
de la science et de la technologie

1. Voir l'ouvrage *Pourquoi une bioéthique globale ? 20^e anniversaire du Programme de bioéthique de l'UNESCO*. Paris, Éditions UNESCO, 2015 (publié simultanément en français, espagnol et anglais).

Révision de la Recommandation de l'UNESCO sur la condition du chercheur scientifique du 20 novembre 1974

Cette Recommandation est le fruit d'un miracle : c'était l'époque de la guerre froide, de la course aux armements, de l'espionnage scientifique. Réunir un consensus autour d'un texte courageux mais dérangeant fut un tour de force qui, aujourd'hui, plaide davantage pour sa réactualisation que pour sa réécriture. Les trois piliers sur lesquels reposait la Recommandation étaient les suivants :

- 1) Un **cadre de référence universel** et partagé (Charte des Nations Unies, Déclaration universelle des droits de l'Homme, Acte constitutif de l'UNESCO), où il était question des droits de l'Homme, de la liberté du chercheur, de la compréhension, de la coopération et des libertés fondamentales considérées comme un « tout indivisible ».
- 2) Une **priorité donnée aux États et aux politiques scientifiques nationales**. Les États devaient initier des actions éducatives et de formation, coordonner les efforts publics et privés, donner à la recherche scientifique des moyens, assurer aux chercheurs des soutiens, des ressources, des dispositifs de protection sociale, etc. Tous éléments d'un statut, esquissé par ce texte.
- 3) Une **confiance réaffirmée** dans la capacité des chercheurs scientifiques à exercer leur responsabilité individuelle et collective vis-à-vis d'eux-mêmes, des institutions académiques, de la société et des citoyens. En 1974 cette confiance était largement répandue.

Sur ces trois points, la Recommandation de 1974 doit faire l'objet d'une réactualisation importante :

- Le cadre de référence doit être élargi à toutes les questions du **développement à entendre au sens large** (développement durable, biodiversité, éducation horizon 2030, nouveau cadre d'action adopté par l'ONU fin 2015) ainsi que les textes internationaux qui s'y rapportent (Déclaration de 1999 sur la science et l'utilisation des connaissances scientifiques, Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'Homme, ...).
- Le rôle des États et des politiques publiques pour la recherche scientifique doit être repensé et réorganisé autour d'une **régulation nouvelle**. Ses responsabilités vont au-delà de l'éducation et de la formation. Les technosciences en particulier se développent en dehors des politiques, des médias et des citoyens. Les défis posés aux États par les progrès en matière de biochirurgie, d'informatique, de nanotechnologies, des objets connectés, de la robotique, des imprimantes 3D, de la cybernétique, de l'intelligence artificielle sont immenses. Un mouvement en faveur d'un transhumanisme est en marche, et même s'il est contesté, il risque de remettre en cause tout l'équilibre de la recherche scientifique.

Photo : The School of Engineering of Louisville



1

2

1. Les nanotechnologies sont une révolution invisible.

2. L'utilisation de l'impression 3D permet de recréer le modèle d'un organe avec toutes ses anomalies. Ici, imprimée en 3D, une partie

du cœur d'un bébé de 14 mois atteint d'une pathologie cardiaque qui a pu être sauvée grâce à l'utilisation de cette technique. Ce cœur en trois dimensions a permis au chirurgien d'épargner un bon nombre d'opérations exploratoires tout en permettant de réduire le temps de l'opération.

- La **responsabilité individuelle et collective** des chercheurs devient la clé de voûte de l'édifice. Quelles que soient les avancées sur le mandat, sur le champ d'application de la Recommandation et sur le rôle des États, c'est autour du chercheur lui-même que la Recommandation révisée doit être articulée.

En effet, la recherche scientifique repose sur la confiance (confiance dans les résultats et confiance que ceux-ci résultent d'un effort honnête). L'*ethos* de la science est universelle, collective, désintéressée et critique. Or, les inconduites scientifiques, les pratiques douteuses, notamment dans l'attribution des mérites, les devoirs d'alerte, ont ébranlé ce rapport de confiance entre chercheurs et citoyens.

Le **rôle des institutions scientifiques**, où sont produits des résultats et mobilisées des ressources humaines, doit être souligné. Elles doivent jouer un rôle central dans le nouvel équilibre qui va résulter de la révision de la Recommandation.

La révision de la Recommandation de 1974 marquera une étape importante, à condition que le texte approuvé par la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2017 ne reste pas lettre morte ! C'est pourquoi la France a déposé un dossier de création d'une **Chaire UNESCO « Éthique, Science et Société »** qui sera consacrée à l'étude et au suivi de cette nouvelle Recommandation.

Daniel Janicot

Président de la Commission nationale française pour l'UNESCO

Biotechnologies

Interview of the Assistant Director-General for Natural Sciences, Flavia Schlegel, by Georges Kutukdjian

Georges Kutukdjian: *Great hopes have been vested in biotechnologies. Are they meeting these expectations?*

Flavia Schlegel: Yes, absolutely. The development of biotechnology has been progressing rapidly since the discovery of recombinant DNA technology in the mid-1970s. Some modern biotechnologies such as those applied in health, molecular diagnostics and in crop genomics are now considered to be technologically mature and many countries in Asia, Africa, Europe and the Americas, are readily using them to produce medicines and improved agricultural production. Other, later-emerging areas, including synthetic biology and nano-biotechnology, have been developing very rapidly even where uncertainties about their long-term impacts remain. The blending of biology, engineering and computer science presents new possibilities, and fresh challenges, in a broad range of applications.

G.K.: *Is the expansion of biotechnologies consistent with sustainable development objectives?*

F.S.: By and large, yes, but it depends on how the technology is being used. Is it being used under regulatory bioethical standards that govern the safety of this technology for public use as well as its effect on the environment and on public acceptability? If you look at the SDGs Goal 3 on ensuring health for all and Goal 2 on ensuring food security, you will see that countries have agreed that scientific technologies used in developing vaccines and better crops, respectively, should be utilized to implement these objectives. The issue of use of any technology is subject to each country's laws and policies. For example, labelling of genetically modified organism (GMO) products in the marketplace is required in many countries, it is not in others.

G.K.: *Could biotechnologies reduce the gap between North and South countries, both in terms of science and know-how?*

F.S.: The OECD estimates in its report, *The Bioeconomy 2030*, that the biotechnology industry generates over 90 billion US dollars of revenue (most of which comes from the OECD Member States). In all high end technologies such as biotechnology, scientific research continues at a rapid pace, and this has given rise to two major concerns: The poorest and least technologically

developed countries will fall so far behind in developing capacity in biotechnology that its potential benefits will bypass those populations who have the greatest need; and, because of this lack of capacity to manage technical change, these populations will be the most vulnerable to potential misuse of this technology and have little control on the foreign private companies that operate this technology in their countries. The issues of technology access, facilitation and Intellectual Property Rights, are still ongoing processes that are debated between the North and South countries.

G.K.: *Will biotechnologies improve for instance health care, food production, cleanness of fresh water, alternative sources of energy and other factors that would contribute to the well-being of humankind?*

F.S.: Biotechnology has already done that. PCR-based diagnostic methods have been used for rapidly detecting HIV and tuberculosis and more recently for Ebola. Vaccines for influenza pandemics and other zoonotic diseases have been

Dans le Chaco, la province la plus pauvre de l'Argentine, les enfants ont quatre fois plus de risques de naître avec de graves troubles congénitaux depuis ces dix dernières années, marquées par l'expansion dramatique d'une industrie agricole liée aux biotechnologies. « *Les changements dans la manière de cultiver ont clairement modifié les caractéristiques des maladies* » affirme le Dr Medardo Avila Vasquez, pédiatre cofondateur de l'association « *Doctors of fumigates towns* » (médecins des villes sous fumigation). « *Nous sommes passés d'une population en excellente santé*

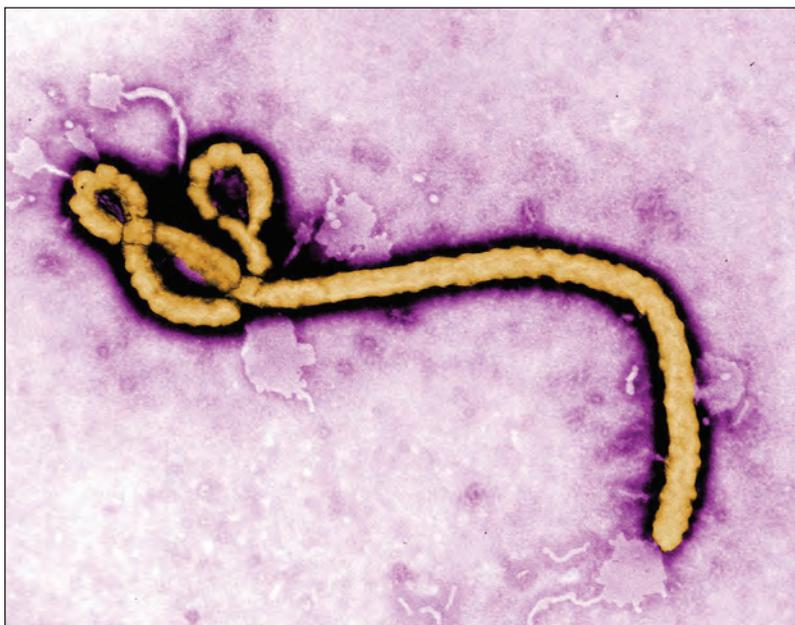
à une autre avec un taux de cancers, de troubles en néonatalogie et de maladies, rarement observé antérieurement ».



developed. The UNESCO-L'Oréal Award for Women in Science was given recently for a DNA editing technique known as the "Crispr-Cas9 System" that can allow further development of genetic engineering, opening a huge set of new possibilities for treating and curing diseases but also pressing critical ethical challenges.

G.K.: *Has UNESCO a role to play in biotechnologies?*

F.S.: UNESCO has been playing an important role since the late 1970s in giving a comprehensive world view of this innovative technology, through high level policy debates and capacity building activities such as the Microbial Resource Centres Network, which provided a global infrastructure incorporating national, regional, and over 70 international cooperating laboratories geared to the management, distribution and utilization of microbiology; the UNESCO Biotechnology Education and Training Centres in India and Nigeria; the World Library of Science; a free online interactive platform providing access to high quality educational resources in biotechnologies and related fields for all communities across the globe. UNESCO is also one of the main UN organizations that debates the multidisciplinary and multicultural dimensions of biotechnology through its International Bioethics Committee, the Intergovernmental Bioethics Committee and also acts as the Secretariat of the United Nations Inter-Agency Committee on Bioethics.



Le virus Ebola est l'agent infectieux qui provoque chez l'humain et les autres primates des fièvres souvent hémorragiques (la maladie à virus Ebola), dont des épidémies historiques notables par leur ampleur et leur sévérité. La transmission entre humains a lieu avant tout par contact direct avec des fluides corporels. © Wikipédia

Will Biotechnologies help feeding

Interview of Albert Sasson*
by Malcolm Hadley

Malcolm Hadley: *In the 1980s-1990s, you authored several books on the opportunities and challenges related to biotechnology, including those linked to 'Feeding tomorrow's world'. What have been the principal advances in biotechnology in the years that have elapsed since then?*

Albert Sasson: In plant and agricultural biotechnology, genetically modified crops (soybean, maize, canola, cotton, lucerne, papaya) are now cultivated on more than 180 million hectares worldwide, mainly in the US, Argentina, Brazil, Canada, India, China.

Microalgal biotechnology, fish farming (a genetically modified salmon has been recently approved by the US Food and Drug Administration, after many years of discussion and public debate), biometallurgy (or bio-lixiviation of mineral ores or wastes, e.g. in Chile), bioenergy (biomass production, e.g. ethanol fermented into alcohol for example in Brazil, the United States, and several Caribbean countries) have all benefited from the progress of life sciences. Not to speak of the use of genetic testing which is a very flourishing field, thanks to high-throughput DNA sequencing technologies and the plummeting price of this sequencing (less than US\$1,000 the genome). But of course the interpretation of the data generated by this sequencing, takes more time and care.

Perhaps a significant progress in the field is the growing interest of the giant information technology companies (GAFA, for Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) who have created new divisions of life sciences and healthcare in order to play an increasing role in harnessing the unparalleled trove of data with a view to offering new services including the handling of patients' personal data.

M.H.: *Biotechnology has chalked up some remarkable results over the last half century. But there remains strong opposition in many countries to biotechnological research and application.*

A.S.: There is no opposition with regard to biomedical biotechnology, except when dealing with ethical issues, like affordable treatment for everybody or which are the yellow 'no trespass' lines when you deal with human embryos... The strong opposition to agricultural biotechnologies mixes real fears and ideology. Despite all the data provided by the World Health Organization and many renowned institutions, that the products are

the world?

safe for human consumption, there is still opposition in the European countries. Very often, this opposition is not based on experimental facts, but criticizes the capitalistic system... There are certainly concerns in the area of environmental impact of genetically modified plants, and they must be taken care of and induce more careful action.

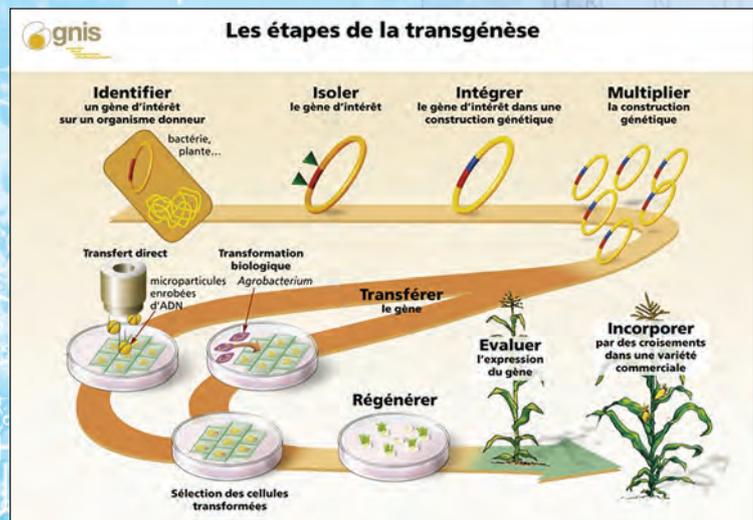
The public debate, based on facts, is still necessary now that new kinds of GM plants are being commercialized. The big countries of the developing world have adopted these GM plants, because they feel that this is a technology they must master not as a solution to their food needs, but as a complementary one.

M.H.: *What are your thoughts on the recent report of the US National Academies of Sciences, Engineering and Medicine, on the impacts of GE crops and food?*

A.S.: This report concludes that GM crops are safe for people and the environment. The not-for-profit Academies have evaluated 20 years of research into the environmental effects of plants modified with genes that enable them to resist to pests and to withstand herbicides and also what happens when those crops are made into food for people or processed into feed for poultry and livestock. But the report is unlikely to put to rest debates about potentially unknown effects from growing GM crops or eliminate more consumers' distaste for the technology. The report "confirms the importance of transparency and the need for mandatory labelling on the package," in order to guide consumers' choices. But seed firms are fighting mandatory labelling because the final product is similar to the normal one.

According to the report, no GM crop so far has proven to increase potential yields. GM crops can help poor farmers boost revenue, but the higher cost of modified seeds and access to credit can limit their availability in impoverished parts of the world, the report found. But there are outstanding exceptions as in Brazil, China, India...

The report highlighted the growing threats from bugs and weeds that have developed some kind of resistance. These cannot be hidden and are liable to more research and development.



* Albert Sasson holds a doctorate in microbiology from the University of Paris. He joined UNESCO in 1974 and later became Assistant Director General (1993). Among more than 200 scientific publications, substantive works on biotechnology have included those on plant biotechnologies, biotechnologies in developing countries, healthcare, food and nutrition, from green to white biotechnology, medical biotechnology.

UNESCO Treasures

LE CORBUSIER: The Radiant City



Le Corbusier, wool tapestry (*Pinton Frères* workshop, *Manufacture d'Aubusson*), 350 x 680 cm (detail). Donated by Switzerland in 1962.

The architectural work of Charles-Édouard Jeanneret, better known as Le Corbusier, was recently added to the World Heritage List as an “outstanding contribution to the Modern Movement”. The 17 sites chosen by the World Heritage Committee last July are spread over seven countries and are “a testimonial to the invention of a new architectural language that made a break with the past”. The Swiss-French architect, born in 1887, was considered one of the pioneers of what is now called modern architecture.

Le Corbusier was also a designer, painter, urban planner and writer, and the artwork featured on the cover

of this issue of *Link* is a tapestry executed by the *Pinton Frères* workshop in Aubusson in 1956, based on his cartoon. According to UNESCO’s website, it represents, in an abstract manner, the layout of the buildings at UNESCO’s headquarters in Paris, where it is exhibited along the ramp leading to the Executive Board room.

For Le Corbusier, painting served as an experimental laboratory for his architectural creations. He explained that “if one can find merit in my work as an architect,” he said, “it is due to the attributes of my secret labours in painting”. He painted approximately 450 canvases between 1918 and 1965, executing 7000 drawings and 27 tapestry cartoons. Among his works are several nude sketches of entertainer and actress Josephine Baker, whom he met in 1929.

In his 20s, he traveled throughout Europe and met architects Walter Gropius and Ludvig Mies van der Rohe of the Bauhaus School in Germany. He apprenticed with several architects, notably Auguste Perret, a pioneer of reinforced concrete construction, a technique of which Le Corbusier was to make extensive use in his designs. His observations of monks living in beauty and peace at the Charterhouse of the Valley of Ema (in Galluzzo near Florence, Italy) reportedly influenced his later projects designed for groups of people living together.

In 1918, Le Corbusier met the French Cubist painter Amédée Ozenfant, and the two began a period of collaboration. Rejecting Cubism as irrational and “romantic”,

the pair jointly published their manifesto, *Après le cubisme*, established a new artistic movement, Purism, and created the Purist journal *L’Esprit nouveau*.

In the first issue of the journal in 1920, he adopted the pseudonym ‘Le Corbusier’ (an altered form of his maternal grandfather’s name, Lecorbésier). Between 1918 and 1922 he concentrated his efforts on Purist theory and painting and did not build anything. In 1922, he and his cousin Pierre Jeanneret opened a studio in Paris at 35 rue de Sèvres, and for the next five years they designed many private houses for clients around Paris. Among them was the Villa Lipschitz in Boulogne-sur-Seine and the *Maison La Roche/Maison Jeanneret* which now houses the Fondation Le Corbusier in Paris.

Le Corbusier sought efficient ways to house large numbers of people in response to the urban housing crisis. He believed that his architectural forms would provide an organizational solution that would raise the quality of life for low-income people. But not content with designs for a few housing blocks, Le Corbusier soon moved into studies for entire cities. He presented his scheme for a ‘Contemporary City’ for three million inhabitants (*Ville Contemporaine*), which, as Norma Evenson, professor of architectural history has put, “appeared to some as an audacious and compelling vision of a brave new world, and to others a frigid megalomaniacal negation of the familiar urban ambient”.

Le Corbusier also experimented with furniture design after inviting the French architect and designer Charlotte Perriand to join his studio in 1928. The first results of their collaboration were three chrome-plated tubular steel chairs. “Chairs”, he said, “are architecture, sofas are bourgeois”.

In the 1930s, he expanded and reformulated his ideas on urbanism: housing was now assigned according to family size, not economic position. The most famous example was *La Cité Radieuse* (Radiant City) in the French city of Marseille, which was completed in 1952 and is often credited for inspiring the Brutalist style of architecture prevalent in the 1960s.

Le Corbusier died while swimming in Roquebrune-Cap-Martin in southern France in 1965. His funeral took place in the courtyard of the Louvre Palace on 1 September 1965 under the direction of writer and thinker André Malraux, who was at the time France’s Minister of Culture. He was buried alongside his wife in the grave he had designed at Roquebrune.

Maha Bulos

Le patrimoine architectural de l'UNESCO

Diagonales

En juin 2016, la Commission nationale française pour l'UNESCO organisa avec le Centre des Monuments nationaux le colloque « Le Siège de l'UNESCO : une architecture moderne à Paris », dans le bâtiment de la place Fontenoy que Francesco Bandarin, Sous-Directeur général pour la culture, présente comme « une icône de l'architecture du 20^e siècle » (photo 1).

Dans son introduction sur les options architecturales et urbanistiques du chantier du Siège de l'UNESCO, Christine Desmoulin¹, spécialiste de Bernard Zehr-fuss, l'un des architectes de l'édifice avec l'Américain Marcel Breuer et l'Italien Pier Luigi Nervi, expliqua que le choix d'ériger un bâtiment moderne dans une place dessinée par Gabriel et près de l'École militaire avait choqué. C'est le Français Zehrfuss qui réalisera le bâtiment du jardin japonais et les bâtiments Miollis et Bonvin. Dès la conception de ce site, les plus célèbres artistes de l'époque (Bazaine, Calder, Miró, Moore, Picasso, ...) furent sollicités pour le décorer.

Après une présentation des difficultés rencontrées lors de la rénovation du bâtiment principal (« Plan Belmont ») et des réussites (photo 2), l'architecte Vanessa Fernandez exposa des solutions innovantes qui ont permis de contrôler l'ensoleillement.

Dominique Zehrfuss, fille de l'architecte, évoqua avec émotion l'« histoire d'amour » entre l'UNESCO et son père qu'elle accompagnait parfois sur le chantier : « *Aujourd'hui, la modernité du bâtiment est devenue classique* », remarqua-t-elle.

Durant le débat, Daniel Janicot² rappella que la collection d'art³ avait acquis des œuvres monumentales (« L'homme qui marche » de Giacometti, « Les signaux éoliens » de Takis, ...) et que des espaces, comme celui de méditation par le Japonais Tadao Ando, avaient été installés.

Éric Falt⁴, quant à lui, présenta les efforts déployés pour promouvoir et mettre en valeur les bâtiments de l'Organisation et les projets améliorant l'accès des visiteurs, dont les jeunes, avec les « campus UNESCO » organisés avec la Fondation ENGIE. François Goven⁵ expliqua que la reconnaissance de l'architecture contemporaine comme patrimoine national en France avait évolué dans le temps. Avec André Malraux, Ministre de la culture, grâce à Le Corbusier, des bâtiments vieux d'une dizaine d'années étaient considérés comme patrimoine national. Puis la situation se dégrada. Aujourd'hui, d'importantes initiatives visent à sauvegarder l'architecture du 20^e siècle. Pour Joseph



Un bâtiment en étoile à trois branches.



Rénovation de la salle X du Conseil exécutif : pose du sol technique (août 2015).

Abram⁶, le « Palais de l'UNESCO », est un véritable « chef-d'œuvre de la pensée structurale ». C'est cette collaboration ainsi que les interventions du comité international de supervision, qui expliquent que ce chef-d'œuvre a été possible. Joan Busquets⁷, enfin, situa la place du Siège de l'UNESCO dans l'urbanisme parisien et le développement urbain probable, le site faisant partie du « plateau » reliant le Palais de Chaillot, la Tour Eiffel, l'École militaire et l'UNESCO. À noter qu'aucun concepteur, architecte ou décorateur n'était issu d'États du bloc de l'Est car ils n'étaient pas, dans les années 1950, membres de l'UNESCO, comme ce fut le cas des pays n'ayant pas encore acquis leur indépendance.

Ana Dumitrescu

1. Christine Desmoulin sur le Siège de l'UNESCO, Paris, Éditions du patrimoine, 2016.
2. Daniel Janicot, Sous-Directeur général de l'UNESCO de 1994 à 1999, en est actuellement le Président.
3. Le Siège de l'UNESCO possède, à ce jour, le patrimoine artistique le plus important des Nations Unies.
4. Sous-Directeur général pour les relations extérieures et l'information du public.
5. Inspecteur général des monuments historiques.
6. Professeur à l'École supérieure d'architecture de Nancy.
7. Professeur à la Harvard Graduate School of Design.



Le Forum des membres

Members' Forum



Kal(é)idoscope

A BEGINNER'S GUIDE TO UNESCO IN THE 70s...

On one of the wet days, of which we seem to have had so many lately, I decided to start throwing away UNESCO papers I had hoarded since my retirement in 2003 and came across the following text that was published in OPINION, the (now defunct) organ of the UNESCO Staff Association, in August 1978. It was supposed to be a guide for newcomers to the Organization. I have no idea who the author was, but when I was Editor in the 1980s we allowed articles to be published under

a pseudonym provided the author was known to the President.

I have tried to "translate" the various acronyms and, although they are probably not entirely accurate, I think they are comprehensible. In any event, it seems to me that things have not changed very much except for the quality control on outgoing mail. Enjoy.

Jane Wright

Former President, STU (1995-1996)

I set out with the idea of writing a humorous article about UNESCO, something to reassure and mislead newcomers to the Organization. How could I have been such a fool? It is an impossible task. The fact is, UNESCO is simply not funny. Not funny at all. Of course the Secretariat, taken individually at least, is comic enough. But UNESCO is not the Secretariat, or so we are told. It is the Member States and, of all the sad inventions of the human spirit, the Sovereign Member State is surely the most utterly devoid of either with or without humour.

No, this will have to be a serious article, written seriously for serious people.

Firstly, dear newcomer to the Secretariat or to its army of dependents and camp-followers, you must know what UNESCO stands for. According to a recent survey, 96.7% of the population of at least one Member State believe that UNESCO stands for the United Universal Educational Supply Corporation. Can so many people all be wrong? Obviously not. But that is not the point. The point is, what do you think it stands for?

The next thing to get quite clear in your mind is the difference between the General Conference and the Executive Board. The General Conference meets generally once every two years and is attended by general conferees (persons on whom is conferred the honour of conferring at the Conference) from 729 Member States, Associate Member States, IGO's, NGO's IOU's and UOME's. It consumes 2,870 metric tons of paper and 5,774 hours of overtime. On the other hand, the Executive Board meets twice a year (3 times in leap years) and is attended only by Boarded executives.

It consumes more paper per capita than the General Conference but less overtime *ad hominem*.

The Secretariat constitutes the secular arm of the Organization. It operates manually, in accordance with the traditions of the International Labour Service. At its head (or top) is the Director-General, who is assisted by 22 Assistant Directors-General, 158 Deputy-Assistant Directors-General, 644 Acting Deputies-General and 1266 Counter-Acting Assistant-General Deputies. There are also 732 professional staff and dogs bodies, not forgetting the Palace Guard and the Fire Brigade.

Now we come to the work of the Organization. This is a difficult subject for the beginner and indeed some staff members (even Directors) have spent weeks and months, many years, in UNESCO without acquiring any close acquaintance with it. However, all becomes quite straightforward if you have the right basic concept.

You must first accustom yourself to the idea that UNESCO is a living organism – a societal organism, to use modern jargon. Those of you who are old enough to recall the famous scientifico-religious controversy between Teilhard and Chardin may prefer to think of it as an element of the Noosphere. Like all living organisms, UNESCO's principal function is to preserve and develop, but above all to preserve its own particular organization in the face of a relatively unorganized external world. Societal organisms have appeared only fairly recently in the history of our planet and they are still in a very primitive stage of evolution, comparable to that of the early bacteria in the biosphere.

Under the societal microscope, UNESCO does indeed resemble a bacterium. It appears as a round,

slightly elongated object, rather like one of those small cocktail sausages. It is enclosed in a tough, almost impermeable skin or carapax (CPX¹, for short), through which protrude whisker like filaments which have been given code names (ED/OPS, SC/OPS, CC/OPS², etc.). These are regarded as vestigial flagellae and are thought by some to indicate that the organism was once mobile.

Just inside that carapax, there is a mottled «Active layer» whose various parts have been labelled ED, SC, CC, SS³, etc. This layer seems to correspond to the cambium of a tree, that is to say the layer just under the bark where new wood is formed. It exchanges information in the form of Bits of Paper (“bops”) mainly with the interior of the organism, but also to some extent with the outside world through cracks in the CPX.

Careful examination reveals two small orifices at each end of the organism. At what we may call the front end, one of these appears to serve for breathing, since it leads to the internal cavity called “General Conference” which expands and contracts periodically. The second orifice is clearly a mouth (Latin: *Boca*, abbreviated to BOC⁴), since it serves mainly for the ingestion of bops marked with signs.

At the other end of the organism, there are two orifices for evacuation. The larger one, labelled PUB⁵, discharges large bops at irregular intervals. From the smaller orifice, which is closed by a semi-permeable membrane (Latin: *mambrino*⁶), there is a steady flow of small bops.

Dissection has revealed that the interior of the organism resembles salami rather than the ordinary cocktail sausage. Apart from the large central colon (COL⁷) which, curiously enough, is not connected to any orifice, the space is occupied entirely by a number of cells of various sizes, shapes and textures (BB, SCS, PER, GES⁸, etc.). Which exchange bops with each other at a tremendous rate but have no apparent contact with the outside world? Here obviously lies the essential substance of the organism. Some of these cells (BEP⁹, for instance) may perhaps constitute a kind of rudimentary brain or seat of consciousness, but this is still a matter of conjecture.

Like all living organisms, the UNESCO bacterium is subject to disease and especially to attacks of a kind of cancer (rapid uncontrolled growth of certain cells) which, though debilitating and probably malignant, has happily not yet proved fatal.

All this may seem rather confusing at first, but once you have grasped the idea that each staff member resembles a molecule firmly contained within one or other of the cells which make up the organism, everything should become clear. “Work” consists essentially in producing, transmitting or receiving bops.

An exhausting survey has shown that the average professional staff member spends 18% of his time in producing («drafting») bops and 6% of his time in receiving them (i.e., reading and trying to understand). The remaining 76% is spent in transmitting, that is to say reading, changing words or phrases which he does not understand, and finally adding his signature (“visa”).

Members of the directorial staff do not normally produce bops – they only “visa” them. From this it may correctly be inferred that the position of a staff member in the hierarchy, and his success in the Organization, may be judged by the number of bops which he is called upon to “visa” in the course of a day’s “work”.

This is all, I think, that the beginner really needs to know. One last word, however, about personal ambition and how to reconcile it with integration into a societal organism. The harder each individual works, the more will happen in and to the Organization. Let every newcomer remember the example of Bob, the hero of a celebrated female novelist who flourished earlier this century. Bob was an undergraduate at Cambridge (Eng.) with a passion for rowing. The climax of his career came during the annual Boat¹⁰ Race on the Thames with Cambridge’s great rival Oxford: “*They all rowed fast in the Cambridge boat that day, but none so fast as Bob.*”

If each one of us follows this example, we may all end up in the water but nobody will be to blame.

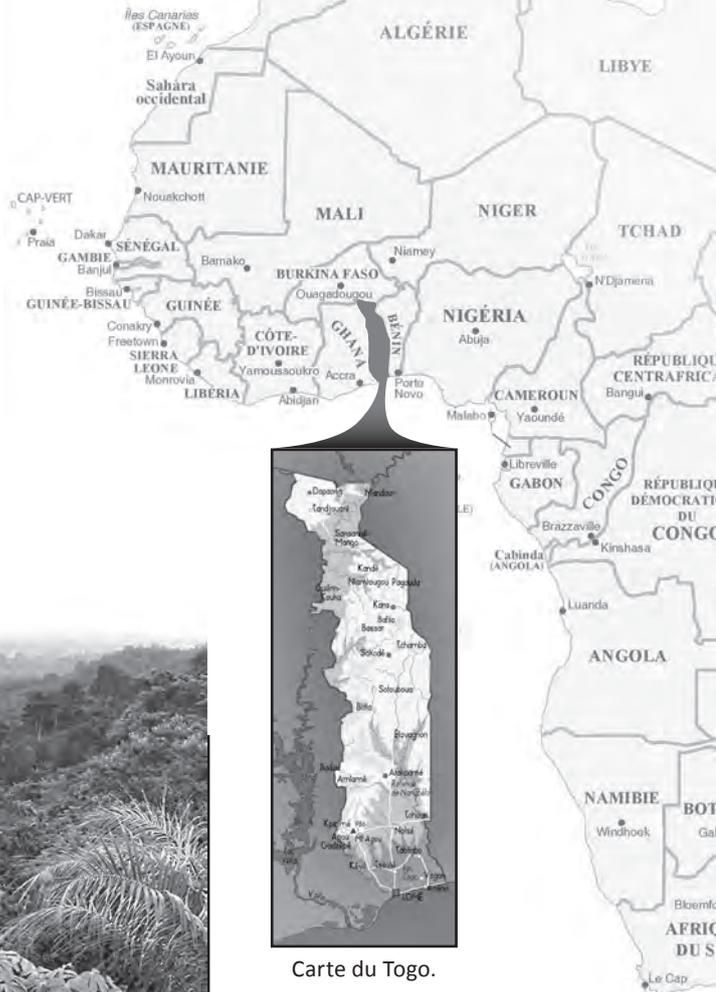
Ello Mellofello

1. CPX = BRX = ERC: External Affairs.
2. OPS was the operational division in each Sector responsible for projects.
3. Programme Sectors: Education; Science; Culture and Communication; Social Sciences.
4. BOC: Bureau of the Comptroller.
5. PUB: Publications Division.
6. Miss Mambrino was responsible for checking all the outgoing mail of the Organization to ensure each letter had the necessary visas and copies were sent to all those concerned. She terrified many young secretaries.
7. Conferences and Languages Division.
8. BB : Bureau of the Budget; SCS : Secretariat of the Executive Board ; PER: Bureau of Personnel; GES: General Services.
9. BEP = BSP : Bureau of Evaluation and Planning.
10. “Boat”: in this case, an elongated eight-whiskered societal organism.

RETOUR au VILLAGE

Une expérience de développement communautaire

Dès mon entrée à l'UNESCO au Secteur de l'éducation en 1984, j'étais déjà préoccupé par le sens à donner à ma vie de retraité à partir de 2002. Je me demandais où j'allais m'installer : à Paris ou à Agou-Akplolo¹ mon village natal au Togo ?



Carte du Togo.

Et qu'allais-je faire de mon temps libre hormis la satisfaction de mes seuls besoins ? Pourrais-je continuer à vivre avec ma famille en France et, en même temps, m'occuper efficacement de ma mère dont je suis l'unique enfant ? Elle vivait seule et aurait 84 ans en 2002². Nous n'avions jamais vécu longtemps ensemble puisque je l'avais quittée à 17 ans pour aller étudier en France, et je souhaitais ardemment vivre avec elle le maximum de nos dernières années. Je devais aussi soutenir quelques membres âgés et économiquement faibles de ma famille élargie. Enfin, un regard sur l'histoire de ma vie active précédente me présentait mon parcours professionnel comme un cercle inachevé ponctué d'étapes institutionnelles d'importance croissante : dans le privé, au sein d'une Étude notariale ; dans le public, en tant que Directeur adjoint de la Planification de l'éducation au Togo ; dans différentes organisations régionales panafricaines SAC/FESTAC³ à Lagos au Nigeria puis à Paris ; et enfin, dans la Fonction publique internationale à l'UNESCO. Alors, à la sortie de cette dernière institution à vocation universelle, quelle devait être la dernière étape ? Le retour dans mon village s'imposa à mon esprit. Je devrais retourner à mon point de départ pour me rendre utile aux miens. Ce serait la meilleure manière de fermer le cercle de ma vie active. Je pourrais ainsi m'occuper quotidiennement de ma mère, planter des palmiers, des manguiers, des cacaoyers, des tecks...

pour mes descendants, tout en maintenant mes liens familiaux avec ma famille par des séjours suffisants en France. Surtout, je pourrais contribuer au mieux-vivre de la population. Cette stratégie ne m'a jamais quitté. Aujourd'hui, après quatorze années passées à Akplolo, la population du village apprécie mon retour au pays, en constatant les résultats concrets :

- Construction d'une **école maternelle** composée de plusieurs bâtiments et locaux, et d'un grand château d'eau,
- Construction de deux nouveaux bâtiments **d'école primaire** contenant cinq classes et rénovation d'un bâtiment délabré de trois classes,
- Équipement de six classes avec des **panneaux solaires**,
- Reconstruction des bâtiments abritant le **collège**,
- Construction d'un nouveau **dispensaire équipé de panneaux solaires**,
- Réalisation de **travaux de génie civil** contre l'érosion pluviale,
- Édification d'un **pont** pour permettre aux véhicules de toutes catégories d'accéder aux domaines scolaires maternel et primaire,
- Réalisation d'**échanges pédagogiques occasionnels**⁴ entre des enseignants togolais et des enseignants belges et français,



Alphonse Tay sur un de ses chantiers

- Financement des besoins scolaires des **enfants orphelins**, en priorité des petites filles, d'Akplolo et d'autres villages de la région d'Agou, par l'Association française « Enfants d'Agou » dont je suis membre fondateur,
- Fourniture de **livres de lecture** aux élèves de l'école primaire (au nombre de 430) par la même association française,
- Création en 2016 d'une **association à vocation similaire** dont je suis membre fondateur, pour tout le pays,
- Fourniture d'un équipement pour la formation des maîtres et l'**enseignement des sciences** à l'école primaire et au collège⁵, grâce à des mécènes belges,
- Installation dans l'école primaire d'un équipement permettant à des foyers de s'éclairer par des **lampes solaires**⁶ rechargeables à coût modique,
- Installation d'une entreprise de **micro-finance**⁷ pour, à ce jour, 160 familles,
- Réanimation de certaines caractéristiques de la **culture traditionnelle**,
- Production en 2015 d'un **film vidéo** d'une heure par des mécènes belges sur le « Tomédé », une pratique culturelle célébrant la solidarité familiale, lignagère et villageoise. Il s'agit également d'une forme de purification spirituelle pour le « vivre ensemble »,
- Réalisation en 2016 d'un **film vidéo** de 26 mn par les mêmes mécènes sur les résultats de mes actions,
- Enfin, je continue à jouer le rôle de conseiller-médiateur (sans statut particulier) dans divers domaines de la vie des villageois.⁸

Toutes les œuvres d'infrastructure et d'équipement ont été financées de manière totalement transparente, les fonds provenant d'Allemagne, de Belgique, de France, des Pays-Bas et de Suisse. Pour ma part, j'ai pris à ma

charge (sur mes économies personnelles) le coût de différentes dépenses (voyages pour de la collecte de fonds, déplacements dans le pays, logistique, hospitalité pour divers partenaires en visite chez moi, etc.). Je n'ai pas eu de plan de financement préétabli. J'ai été et demeure simplement proactif. Des rencontres très souvent fortuites avec des personnes intéressées, des soutiens financiers ou des informations utiles reçues de collègues généreux en fonction à l'UNESCO ou retraités, m'ont apporté une aide efficace. En 1998, il n'existait aucune organisation villageoise pouvant collaborer efficacement avec moi. Je travaillais alors avec le chef du village ou ses assesseurs. En 1998-2002, étant encore en fonction à l'UNESCO, j'avais bénéficié de la collaboration du Bureau du PNUD au Togo et du Ministère de l'éducation. Depuis 2002, retraité de l'UNESCO, j'œuvre en collabora-

tion avec le Comité villageois de développement (CVD) créé par l'État, notamment en coordonnant le travail des maçons, menuisiers, charpentiers, ferrailleurs, etc., quand je ne fais pas appel à la population tout entière en cas de besoin. Je travaille aussi avec les femmes pour la conception de projets spécifiques. Ma famille élargie m'aide considérablement sous forme d'assistance matérielle mais jamais financière.

Le programme d'action que je mène couvre donc tous les domaines de l'action sociétale (hormis ceux de la politique et de la religion) : éducation, santé, hygiène, sport, culture, économie et environnement. Naturellement, il reste – et il restera toujours – beaucoup de choses à faire : la transformation du collège en lycée, l'amélioration de la qualité des soins au dispensaire, l'entretien des infrastructures (électricité, etc.).

Merci à toutes les personnes qui m'ont fait confiance et m'ont accompagné dans cette expérience.

Alphonse Tay

Ex-spécialiste du programme,

Éducation des enfants en situation difficile

Photos : © A. Tay et A. Zaleski⁹

1. Le village d'Agou-Akplolo est situé à 130 km au nord-ouest de Lomé, la capitale du Togo, sur le Mont Agou. Sa population de 4000 personnes fait partie de l'ethnie Éwé qui est estimée à 5 millions d'âmes réparties entre le Togo, le Ghana et le Bénin.
2. Elle aura 98 ans le 30 novembre 2016.
3. Société africaine de culture/Festival mondial des arts négro-africains.
4. En collaboration avec deux associations – belge et française.
5. Programme « C'est pas sorcier ».
6. Grâce à l'entreprise belge d'énergie solaire Solergie.
7. L'ONG française AldefiI de micro-finance.
8. Je reçois de 100 à 300 personnes par mois.
9. Réalisateur du film « Retour à Akplolo » présenté en octobre 2016 sur TV5 Monde.

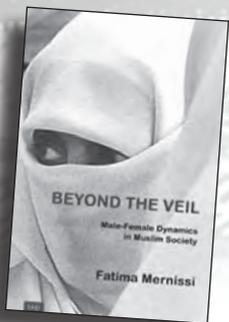


Parole de femmes



© Femmes du Maroc (Courtisane)

FATIMA MERNISSI plaide la cause des femmes



L'écrivaine, militante féministe et des droits humains¹, Fatima Mernissi, s'est éteinte fin 2015, laissant un héritage intellectuel important et pluriel. Professeure de sociologie à l'Université Mohamed V de Rabat, elle fut un symbole pour toute une génération d'intellectuelles ayant rejoint les mouvements féministes.

Dans sa thèse de doctorat en sociologie (1974, Université de Brandeis, Mass., USA), elle démontre que les entraves à la liberté des femmes dans les pays dits islamiques trouvent leur origine non dans les sources scripturaires mais dans les formes de contrôles théorisées dans un second temps de l'Islam, notamment sous la dynastie des Omeyyades. Son ouvrage *Beyond the Veil*, qui critique la domination traditionnelle de l'homme justifiée par une argumentation religieuse, s'impose aux États-Unis comme un classique des « *cultural studies* ».

Le thème central de ses recherches, comme en témoignent la vingtaine de ses ouvrages à caractère sociologique, historique ou biographique (certains ont été traduits en plusieurs langues) porte sur le statut de la femme et les relations entre les sexes dans une société traditionnelle conservatrice, basés sur la séparation sexuelle des rôles. Transgressant des tabous, Fatima Mernissi a fait face à de

fortes manifestations d'hostilité mais s'est fait connaître dans le monde entier. Consultante pour l'UNESCO, elle a apporté des contributions substantielles sur la condition de la femme arabe, notamment au Maroc, son pays de naissance². Elle a reçu, en 2003, le prix « Prince des Asturies » en littérature – le Nobel espagnol – et, en 2004, le prix « Erasmus » décerné par la Fondation néerlandaise du même nom, pour sa contribution à la réflexion sur « Religion et modernité ».

À partir des années 1990, elle s'engagea dans la vie associative, et le travail de terrain au sein de la société civile : elle participera au

lancement du collectif « Femmes, familles, enfants », animera des ateliers d'écriture avec des militants des droits humains et d'anciens prisonniers, organisera des « caravanes civiques », pour faire le pont entre les populations rurales, urbaines et le monde de la culture, afin de valoriser la création artistique des femmes du Maghreb rural qui s'expriment à travers l'artisanat traditionnel (tapis et nattes).

Personnalité complexe, Fatima Mernissi était passionnée et déterminée à défendre ce en quoi elle croyait. Elle s'est saisi avec courage – et hardiesse – des grandes questions de société tabous : féminisme, Islam et modernité. Dans ses ouvrages elle passe au crible de l'His-

toire et des sciences modernes les textes coraniques et les *hadiths*³, mais aussi les interprétations dominantes de référentiels religieux musulmans. Son objectif ? Dénoncer les interprétations abusives et la construction d'un édifice social fondé sur une misogynie remontant à des idéologies tribales préislamiques. Elle déploierait qu'on continuât, dans le monde islamique actuel, à citer des *hadiths* inauthentiques, hors de toute analyse historique ou contextuelle. Mais elle refusera toujours de tomber dans le piège d'une prétendue incompatibilité entre l'Islam et la démocratie.

Une pensée audacieuse et libre

Les publications de Fatima Mernissi se situent entre l'essai, qui emprunte ses matériaux à l'histoire du monde musulman (structures politiques, culture, pensée religieuse...) et l'enquête de terrain basée sur l'observation directe et la collecte de données sur le vécu féminin. Dès *Sexe, Idéologie, Islam* (1985), Fatima Mernissi aborde la situation des femmes en terre d'Islam via la thématique de la sexualité, car celle-ci encadre les rapports de force et de genre entre les hommes et les femmes, la femme seule étant perçue comme un danger pour l'ordre social, une source de trouble et de désordre. Pourtant, « *lorsque naît l'Islam en 622, il était question d'instaurer une communauté religieuse et démocratique où hommes et femmes discuteraient les lois de la cité* ». À cette époque, les femmes prenaient donc une part active aux débats politiques et aux luttes idéologiques et militaires. Par quels méandres en est-on venu à la figure prégnante de la femme voilée confinée à l'espace privé au nom de la foi religieuse ? C'est à la suite des luttes de pouvoir entre réformistes et conservateurs, et en liaison avec l'action des hommes guidée par les intérêts économiques, que la condition de la femme fut rabaissée.

Dans *Le harem politique : le Prophète et les femmes* (1987), remontant aux origines de la société musul-

mane Fatima Mernissi démontre, à partir de l'analyse d'ouvrages religieux et d'œuvres d'exégètes renommés, comment le pouvoir masculin, fort de ses biographes, a évincé de l'histoire officielle le rôle politique des femmes. Malgré sa rigueur méthodologique, ce livre l'exposera à la vindicte des islamistes et de certains oulémas. La sociologue y plaide, après avoir démontré qu'il a été falsifié, une réappropriation du message du prophète Mahomet, qu'elle oppose à la misogynie de certains de ses successeurs. Sa démonstration de l'utilisation de la religion pour justifier la prééminence masculine et de son caractère sacré pour discriminer la femme, aura influencé les débats autour de la révision de la Moudawana de 1958⁴.

Dans *Sultanes oubliées* (1990), Fatima Mernissi relate la vie mouvementée de ces musulmanes qui ont régné en terre d'Islam entre le 8^e et le 14^e siècle, et le rôle politique efficace qu'elles ont joué durant la première période de l'expansion de la nouvelle religion (réalité bien sûr occultée !). « Une femme pourrait-elle diriger un État musulman ? ». Les détracteurs de la sociologue répondirent par ce *hadith* qu'aurait prononcé le Prophète : « Ne connaîtra jamais la prospérité le peuple qui confie ses affaires à une femme. » Selon Fatima Mernissi, le message du Prophète a été déformé et son contexte altéré. Ainsi, via un travail d'analyse, un rétablissement des faits s'appuyant sur une relecture de l'*Al-Sira*⁵, l'auteur dénonce l'instrumentalisation du message sacré pour écarter les femmes de tout rôle qui ne leur était pas officiellement imparti.

Dans son autobiographie, *Rêves de femme : une enfance au harem* (1998), elle montre comment l'identité féminine se construit sur le mode communautaire d'une rigoureuse séparation des sexes. Elle cite son père qui disait que « l'ordre et l'harmonie n'existent que lorsque chaque groupe respecte les 'hududs' (les frontières) ». Petite fille, Fatima s'était promis qu'une fois adulte elle prouverait aux femmes que « la frontière n'est qu'une ligne imaginaire qui n'existe que dans la tête de ceux qui ont le pouvoir ». « Le concept de harem est intrinsèquement spatial, c'est une architecture où l'espace public, dans le sens occidental du terme, est inconcevable, car il n'y a qu'un espace intérieur où les femmes ont le droit d'exister et un espace masculin extérieur d'où les femmes sont exclues. C'est pour cela que la bataille actuelle de la démocratisation du monde musulman se focalise et tourne jusqu'à l'obsession autour du voile et de l'enfermement symbolique des femmes ».

Le combat des femmes est toujours d'actualité dans les sociétés du Sud comme du Nord, car la réalité féminine est partout multiforme. Au Sud, les femmes se battent pour plus de liberté, plus d'égalité, en rendant caducs les codes rétrogrades de la famille qui méprisent leurs droits de citoyennes. Au Nord, les femmes subissent des diktats d'un autre ordre. Si les Orientales vivent un

enfermement spatial, les Occidentales, elles, sont enfermées dans un espace mental, une image à laquelle on les somme de correspondre (le « harem de la taille 38 »), un carcan immatériel qui, en ces temps d'uniformisation galopante, se répand sur toute la planète⁶ : « En somme, les femmes sont enfermées dans le regard de l'homme ! » Même si les Européennes jouissent d'une plus grande égalité des droits, elles doivent, encore aujourd'hui, se battre pour obtenir une vraie place dans les sphères décisionnelles de l'économie et de la politique.

Le champ des possibles

Fatima Mernissi a marqué de son empreinte son époque et la pensée arabo-musulmane, et interrogé la perception qu'en ont les non-Musulmans. Elle a tenté, de l'intérieur de l'Islam, de donner aux femmes musulmanes des arguments historiques et scientifiques pour combattre des siècles de préjugés.

Au début de l'émancipation de la femme (1980), elle fut un soutien moral et intellectuel pour le mouvement des femmes au Maroc : participation, en 1983, à la création du *Journal 8 Mars* ; en 1985, à celle de l'Association démocratique des femmes du Maghreb ; en 1995, à celle du premier Centre d'écoute et de conseil psychologique et juridique pour les femmes victimes de violences, à Casablanca, malgré l'opposition des conservateurs. Elle se frotta au monde politique qui se protégeait derrière la religion et lui opposa des arguments forts afin de mettre à la disposition de tous des connaissances et des interprétations théologiques restées jusque-là le monopole des hommes.

Fatima Mernissi laisse de nombreuses questions en suspens, des questions brûlantes qui n'attendent pas des réponses toutes faites, mais qui devraient réveiller ce qui est endormi dans la pensée arabe contemporaine. L'idée d'évolution, voilà ce qui préoccupait Fatima Mernissi, que ce soit dans son travail académique, ou dans son action sociale, en tant que résistante/combattante cherchant à transmettre un message éclairant. Par ses connaissances académiques, sa compétence de lectrice, son talent à commenter et à dénouer des éléments de l'Histoire, par son courage et sa vision du monde musulman, Fatima Mernissi aura lancé un défi pour que les femmes puissent mener la vie à laquelle elles aspirent. Elle représente par là un des espoirs pour le monde arabo-musulman.

Mouna Samman

1. Elle a été classée par le quotidien britannique *The Guardian*, en 2011, parmi les 100 militantes les plus influentes du monde.
2. Documents UNESCO sur la réduction des inégalités : « Le savoir comme champ de discrimination et d'exclusion : le cas des femmes au Maroc (1982), ou bien « Études de cas socioculturels pour l'éducation en matière de population au Maroc, au Pérou, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie » (1981).
3. Dits du prophète de l'Islam, Mahomet, transmis par une chaîne de témoins, ses disciples et/ou son entourage.
4. La Moudawana, ou Code du statut personnel marocain, est le droit de la famille marocaine. Révisé en 2004 par le Parlement il a été promulgué par le roi Mohamed VI le 10 octobre 2004. Cette dernière révision améliore, entre autres, les droits des femmes.
5. *Al-Sira* : récit de la vie du prophète Mahomet.
6. Voir *Le harem et l'Occident*, Paris, Albin Michel, 2001.

AU GRAND JOUR...

OUT IN THE OPEN

Violence homophobe et transphobe en milieu scolaire

À l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre l'homophobie (17 mai), l'UNESCO organisa une réunion ministérielle internationale incluant de nombreux ministres, des responsables de la société civile (dont des décideurs des associations LGBTI – lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et intersexués) et des représentants d'agences multilatérales pour débattre de l'homophobie dans le milieu scolaire. Il s'agit de sensibiliser les différents responsables internationaux aux outils pédagogiques les plus efficaces pour accueillir dans les établissements scolaires les jeunes LGBTI dans les meilleures conditions possibles.

La prévention et les réponses apportées à la violence homophobe en milieu scolaire relèvent du mandat de l'UNESCO qui vise à garantir un environnement sûr et inclusif pour tous. Elles participent également de la contribution de l'Organisation à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le but principal est de lancer un appel à l'action et débattre des nouvelles recommandations permettant de répondre réellement à la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans le cadre scolaire.

Ce n'est pas un problème périphérique comme on pourrait souvent le penser, car selon le premier Rapport mondial des Nations Unies sur la nature, l'étendue et les conséquences de ce type de violences, intitulé *Au Grand Jour. Réponses du secteur de l'éducation à la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre*, lancé à l'occasion de cette conférence, on estime que jusqu'à 85 % des étudiants homosexuels, bisexuels et transgenres sont confrontés à la violence à l'école dans certains pays, notamment au harcèlement.

Parfois dénommée « violence homophobe et transphobe », la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité/expression de genre en milieu éducatif nie à des millions d'enfants et de jeunes leur droit humain fondamental à l'éducation. Elle est dirigée à l'encontre d'élèves perçus comme non conformes aux normes sexuelles et de genre dominantes (LGBTI) ou même à l'encontre de garçons perçus comme efféminés et de filles perçus comme masculines.

Cette violence – sévices physiques, sexuels et psychologiques, et harcèlement – a un impact négatif significatif et durable sur la vie des élèves. Les recherches font apparaître que ces élèves se sentent souvent en danger à

l'école, s'excluent des activités scolaires, ne vont pas en cours ou abandonnent leurs études. Ils sont exposés à un risque accru d'anxiété, de dépression, d'auto-mutilation, voire de suicide.

Les interventions à cette réunion ont été particulièrement riches, et l'un de ses points forts a été le témoignage, à la tribune, de trois anciens étudiants ayant fait l'objet de telles violences, un quatrième ayant été empêché suite à des pressions de la part de son pays d'origine. Il est donc important que les Nations Unies, et plus spécifiquement l'UNESCO, mettent en place les bases d'une action mondiale pour faire prendre conscience de ce problème en termes d'éducation.

Les recommandations étaient les suivantes :

1. Suivre systématiquement l'évolution de la prévalence de la violence en milieu scolaire, dont celle liée à l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre.
2. Mettre en place dans les établissements des politiques globales à l'échelle nationale, afin de prévenir et combattre la violence en milieu scolaire, y compris la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre.
3. S'assurer du caractère inclusif des programmes scolaires et des matériels pédagogiques.
4. Assurer la formation et l'encadrement des enseignants et autres membres du personnel éducatif afin qu'ils puissent prévenir et combattre toutes les formes de violence en milieu scolaire.
5. Faire en sorte que les écoles offrent un environnement sûr et inclusif et apportent leur soutien aux élèves victimes de violence, ainsi qu'à leurs familles.
6. Assurer l'accès à des informations exactes et exemptes de jugements sur l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre au moyen de campagnes d'information et de partenariats avec la société civile et l'ensemble de la communauté scolaire.
7. Évaluer l'efficacité, l'efficacé et l'impact des réponses du secteur de l'éducation face à la violence, y compris la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre.

Le chemin sera long sans aucun doute, mais l'UNESCO peut justement s'enorgueillir d'avoir posé la première pierre à cet édifice.

Christine Bruyère

Nos auteurs

TENIR TÊTE aux DIEUX

Victime de la grande rafle ordonnée par le Président Nasser en 1959, un étudiant en médecine raconte son incarcération et son insoumission.

À El-Fayyoun, camp de concentration au beau milieu du désert égyptien, il partage son destin avec quelques centaines d'autres prisonniers politiques, dont quelques-uns de ses condisciples. Parmi eux, « la première personne qui commença à compter » pour lui, à son arrivée à l'Université du Caire : Anwar.

Ils faisaient tous deux partie d'une organisation révolutionnaire. Enfin... « organisation » est « peut-être un trop grand mot pour désigner le groupe (...) de quelques dizaines d'intellectuels, étudiants et enseignants (...) dont l'activité était focalisée sur l'étude de textes révolutionnaires et le recrutement universitaire, plus que sur l'activisme en milieu ouvrier ». Ils étaient plutôt « des pions sur un échiquier », où Nasser « jouait en professionnel, face à des amateurs ».

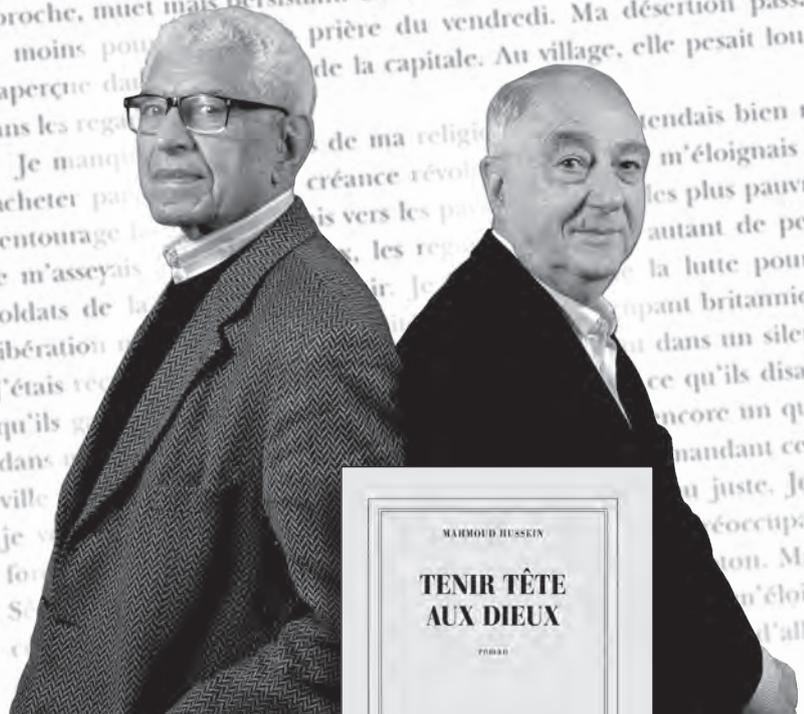
Entourés de prisonniers politiques de tous bords qui, de surcroît, se haïssent mutuellement, le tandem est placé en quarantaine par tous ces communistes incarcérés qui « n'ont jamais lu une page du Capital » et qui monopoliseraient le pouvoir comme Nasser, s'ils étaient à sa place. « Si je comprends bien, hors de ce dortoir, il y a nos ennemis déclarés, à l'intérieur de ce dortoir, il y a nos futurs assassins », lâche Anwar.

Pris dans un étau, formé d'une part par le mirador du sergent Abdallah, le masque mal ajusté qui sert de visage au sergent Ghattas et les éternelles lunettes noires du capitaine Hamdi, et, d'autre part, par le parti communiste réunifié, le parti communiste égyptien et le parti communiste ouvrier, les deux jeunes prisonniers forment « une oasis » qui les protège contre l'animosité, le froid, la solitude et la peur contenue.

« Oasis ». Rarement on aura trouvé une aussi belle métaphore pour dire l'amitié, cette immense amitié qui lie Bahgat et Adel, devenue légendaire dans l'enceinte de l'UNESCO à Paris, depuis qu'ils en ont rejoint le Secrétariat en 1978.

Qui ne connaît pas les « Jumeaux » ! Inséparables, Bahgat Elnadi et Adel Rifaat ont été nommés à l'UNESCO après avoir publié sous le pseudonyme de Mahmoud Hussein, *La lutte des classes en Égypte de 1945 à 1968* (Maspero, 1969) et *Les Arabes au présent* (Le Seuil, 1974).

Ils ont travaillé ensemble au Cabinet du Directeur général, Amadou-Mahtar M'Bow, avant de prendre ensemble la direction du *Courrier de l'UNESCO*, en 1988.



Ils ont publié alors *Versant sud de la liberté* (La Découverte, 1989), qui a inspiré à Bernard Favre le documentaire homonyme réalisé pour France 2.

Venus ensemble à l'UNESCO, les Jumeaux sont partis ensemble à la retraite, en 1998. Cette même année, ils ont publié un livre *Sur l'expédition de Bonaparte en Égypte* (Actes Sud), que Jacques Barsac a repris aussitôt comme sujet du documentaire *L'Aigle et le Sphinx*, dont ils sont les co-auteurs.

Une retraite bien dynamique! En 2001, ils réalisent avec Philippe Calderon une passionnante traversée de la civilisation musulmane dans un documentaire d'environ 180 minutes : *L'âge d'or de l'Islam*.

Peu après, ils publient chez Grasset une volumineuse anthologie commentée d'extraits de biographies du Prophète Mahomet dans *Al-Sira* (2005), suivie par *Penser le Coran* (2009) et *Ce que le Coran ne dit pas* (2013).

Présents dans tous les médias français, Adel et Bahgat sont régulièrement invités dans les pays arabophones pour présenter leurs ouvrages. Confiance publique : en juin 2015, Adel m'écrivait : « Nous venons

de rentrer d'une tournée au Maroc. Très émouvante... un parterre d'une centaine d'hommes et de femmes d'affaires, de banquiers, d'avocats, qui ont tous lu notre dernier livre (Ce que le Coran ne dit pas) et qui nous disent qu'il a changé leurs vies, qu'il les a libérés des dogmes, ... Au moins, nous n'aurons pas travaillé pour rien. »

Quelle meilleure récompense pour un auteur que celle de voir son travail éclairer les esprits, épanouir les personnes ? Cette mission était au cœur de leur travail au *Courrier de l'UNESCO*.

À leur époque, *Le Courrier* était publié en 30 langues et diffusé dans 120 pays. Je suis témoin de l'intelligence avec laquelle ils choisissaient les thèmes (souvent épineux) et les auteurs (toujours confirmés), et de l'adresse avec laquelle ils contournaient les difficultés (parfois diplomatiques), pour offrir à un lectorat très diversifié, dispersé aux quatre coins du monde, le meilleur d'eux-mêmes, le meilleur de l'UNESCO.

Jamais trop éloignés de l'UNESCO, ils poursuivent depuis bientôt vingt ans ce même travail, dans des

domaines qui nous sont proches. Aujourd'hui, pour la première fois, ils publient un roman, qui leur permet de tisser discrètement leurs portraits sur une trame politico-historique des plus passionnantes.

Je vous disais que dans *Tenir tête aux dieux* un étudiant en médecine racontait son « incarcération » et son « insoumission ». En lisant ce roman, derrière le mot « incarcération », vous découvrirez humiliations et tortures, et derrière le mot « insoumission », liberté et amour. Vous découvrirez également que le titre *Tenir tête aux dieux* ne fait pas référence uniquement à Nasser, mais aussi à Ulysse, et vous comprendrez pourquoi ce roman aurait pu garder son titre provisoire : *Le Fou de Nadia*.

Jasmina Šopova

membre de l'équipe du *Courrier de l'UNESCO* de 1993 à 1998

Mahmoud Hussein : *Tenir tête aux dieux*, Paris, Gallimard, 2016.



Va bientôt paraître :

UN CHEMIN VERS LA PAIX

« Chemins vers la paix ?
La paix est le chemin »

Mahatma Gandhi

« Il n'y a guère de plus beau cadeau que celui qui consiste à transmettre une passion qui nous anime, et à enseigner ce que l'on a appris. Telle est la veine humaniste qui imprègne l'ensemble du travail de Dominique Roger, et ce livre poignant, où se mêlent la beauté des images et la force d'un idéal humaniste, exprime l'essence de la mission de l'UNESCO. »

Irina Bokova

« Dominique Roger a choisi depuis toujours la paix comme chemin. Chemins de paix dans plusieurs pays, plusieurs endroits. Ce livre admirable contient – pour réfléchir, pour rester ému, pour inventer des sentiers de paix, vers la paix – un grand éventail de chemins... que Dominique est capable de synthétiser en « un » chemin. C'est son choix, c'est sa façon d'encourager le dévouement et l'imagination pour rendre possible le passage d'une culture d'imposition et de violence à une culture de rencontre, de dialogue, de conciliation et de paix. »

Federico Mayor

Directrice du Service photographique jusqu'en 1992, Dominique Roger a consacré trente ans de sa vie à sillonner le monde, apportant ainsi une contribution inestimable à la mémoire visuelle de l'UNESCO.

Une séance de signature de ce livre de 121 photos aura lieu à l'UNESCO le 16 janvier 2017 lors du vernissage de l'exposition auquel participera le Directeur général, Federico Mayor.

Notez sur votre agenda la date pour le déjeuner de fin d'année :

lundi 5 décembre 2016

Carnet

Nouveaux membres / New members

- ♦ Cyrane GÜNTHER
Mailänder Platz 15
D - 70173 Stuttgart, Allemagne
+491604329341
guenther.cyrane@gmail.com
- ♦ Pilar CHIANG-JOO (SC)
pilarchiang@yahoo.com
- ♦ John CRAYSTON (ICAO)
1, chemin de Fignols, F - 34700 Soumont
04 99 91 43 25 craystonaj@wanadoo.fr
- ♦ Siew Shin (Jasmine) HO (ERC)
ss.ho2468@gmail.com
- ♦ Madeleine LIEGEON
madeleineliegeon@hotmail.fr
- ♦ Nhu Phi NGUYÊN THI (SHS)
nhu-phi@wanadoo.fr
- ♦ Luis PEREZ-SEGNINI (ONG)
luis.perezsegnini@gmail.com
- ♦ Maria Judith ROCA TERRY-COURNE (ED)
- ♦ Christina VON FURSTENBERG (SHS)
Göschegasse 12, A-2500 Baden, Autriche
06 10 45 01 72 chrifa@gmail.com
- ♦ Marlène ZENIÉ (CLT)
marlenezenie@gmail.com

Changement d'adresse et/ou de courriel / New address and/or e.mail

- ♦ Jeanne DAMLAMIAN
1555 N. Colonial Terrace, Apt 701
Arlington, VA 22209, USA
- ♦ Suzanne DO DINH
stdodinh@gmail.com
- ♦ Michèle LAVEIX
Le Bourg, F - 19290 Saint Setiers
05 55 95 62 19 mouvlaveix@yahoo.fr
- ♦ Carlos MARQUES DE SOUZA
C/o Mme Thiolet, 33 rue Ernest Reyer
F - 75014 Paris 06 18 78 76 63
pernambucano@hotmail.com
- ♦ Alice OUANNES
ouannes.alice@orange.fr
- ♦ Marie-Jeanne PARET
257 bis avenue Jean Jaurès
F - 69150 Décines Charpieu
mjparet@yahoo.fr
- ♦ Monique SANCHEZ-GUERRA
Villa d'Helios, 13 rue de la Fontaine
de Lattes, 34000 Montpellier
fsguerra@noos.fr

In memoriam

Depuis la parution de la liste publiée dans le N° 127 de *LINK*, la Rédaction a été informée du décès, à la date indiquée, des anciens collègues de l'UNESCO dont les noms suivent :

06/02/16 : Satya Paul DEWAN*
14/02/16 : Charun KLUMDANG*
02/03/16 : Doris-Hélène LE CUONG
12/04/16 : Irène BARLUET
19/04/16 : Alexandre (Sacha) ANDREYEV
24/04/16 : Désiré PÉTRY
12/05/16 : Salvino BUSUTTIL
21/05/16 : Miemen LEGESSE*
26/05/16 : Arthur GILLETTE
07/06/16 : François MICHAUX
09/06/16 : Robert DADY*
19/06/16 : Tooryalay ETEMADI
26/06/16 : Frédéric JONDOT*
30/06/16 : Françoise DU POUGET

Since the last list published in No. 127 of *LINK*, we have been informed of the death, on the dates indicated, of the following former staff members of UNESCO:

06/07/16 : Fumin ZHANG*
14/07/16 : Maria, Beatriz SUPERVIELLE
25/07/16 : Bernard DEPARDIEU*
25/07/16 : Denese THORNBOROUGH
26/07/16 : Wolfgang SCHWENDLER
26/07/16 : Vicente VIDAL
28/07/16 : Bernard DEPARDIEU*
29/07/16 : Alexis VORONTZOFF
13/08/16 : François GOUTTE*
26/08/16 : David ELWOOD*
08/09/16 : Lydia WOLPER
13/09/16 : Yoro FALL
14/09/16 : Ignace SANDWIDI

* Non-membre de l'AAFU

Arthur Gillette

1938 - 2016

Le 5 juillet 2016, l'AAFU organisa, avec la famille d'Arthur, une belle rencontre à sa mémoire, avec les amis et collègues, autour d'un verre de ces vins rouge et blanc d'Italie et de France qu'il aimait tant.

M. C.

As word of Arthur Gillette's passing has spread far and wide, the primary purpose of this short encomium is to recall something the green note announcing his promotion to D-1 failed or more accurately was never designed to do. Reading that Arthur was transferred here, there, and everywhere provides a glimpse of his professional itinerary but conveys nothing of what he did, let alone what he thought about and what he and UNESCO meant to each other. And that, far more than his grade or title are what define the man.

The overarching feeling one has in reflecting on Arthur's career in UNESCO is that he was not so much executing an approved programme as he was living an idea. He had so many talents that, in the end, it really made little difference where he was assigned. In everything he touched, wrote or spoke about, he lived the "minds of men" words in the Preamble, words so well known to all of us. His interest in working with youth as an age cohort, which goes back to his early days with Coco¹, was not, it is felt, so much born of a special love of the young *per se* as because, teacher that he was, he saw young people as UNESCO's chosen ones, those who showed the greatest promise to fashion the socio-political change implicit in the words of the Constitution's Preamble.

Arthur engaged in the "swords into plough shares" challenge first from the perspective of the conflicting east-west ideologies of the Cold War belligerents. By forging environments where engaging in a common task – e.g. building a latrine – would furnish the mute but powerful language needed for East-West cross-cultural communication, he hoped to achieve what clearly eluded the diplomats. Crossing the river to Place Fontenoy, however, brought him face to face with a totally different matrix of preoccupations and a new axis, this time north-south. Struggling former colonies took little interest in Coco's free-flow of information emphasis, for them a rich country's concern, when they were faced with towering illiteracy rates and

1. Nom donné par les « initiés » de l'époque au « Co-ordinating Committee for International Voluntary Service » dont Arthur fut le Directeur pendant deux ans.



Arthur guiding AFUS' members in the île Saint-Louis.

© Monique Couratier

poorly trained primary teachers. The seeds were sown then for what followed.

Arthur didn't amble through a UNESCO career: he took it by storm, marking the path he took with his humor, poetry, teaching, singing, photography, prodigious language skills (which included fluent Russian and Mandarin Chinese), and love of French culture and history. And who better than Arthur to make riotously funny, rhymed good-bye toasts to departing staff. The Fobes song sung at his farewell in Room I was a high water mark. The present writer can attest to that, having accompanied him on the 5-string banjo.

One of only two real literacy specialists that ever worked in Education Sector (his published doctoral dissertation was on the Tanzanian literacy campaign), he wrote the substantive part of the UNDP-funded evaluation of the "experimental world literacy programme" that was to have a devastating effect on this one-time flagship Sector programme. He rescued *Museum* magazine from an untimely death, served as EXBD Secretary, and single-handedly gave the Youth and Sports Division a programmatic profile that endures to this day.

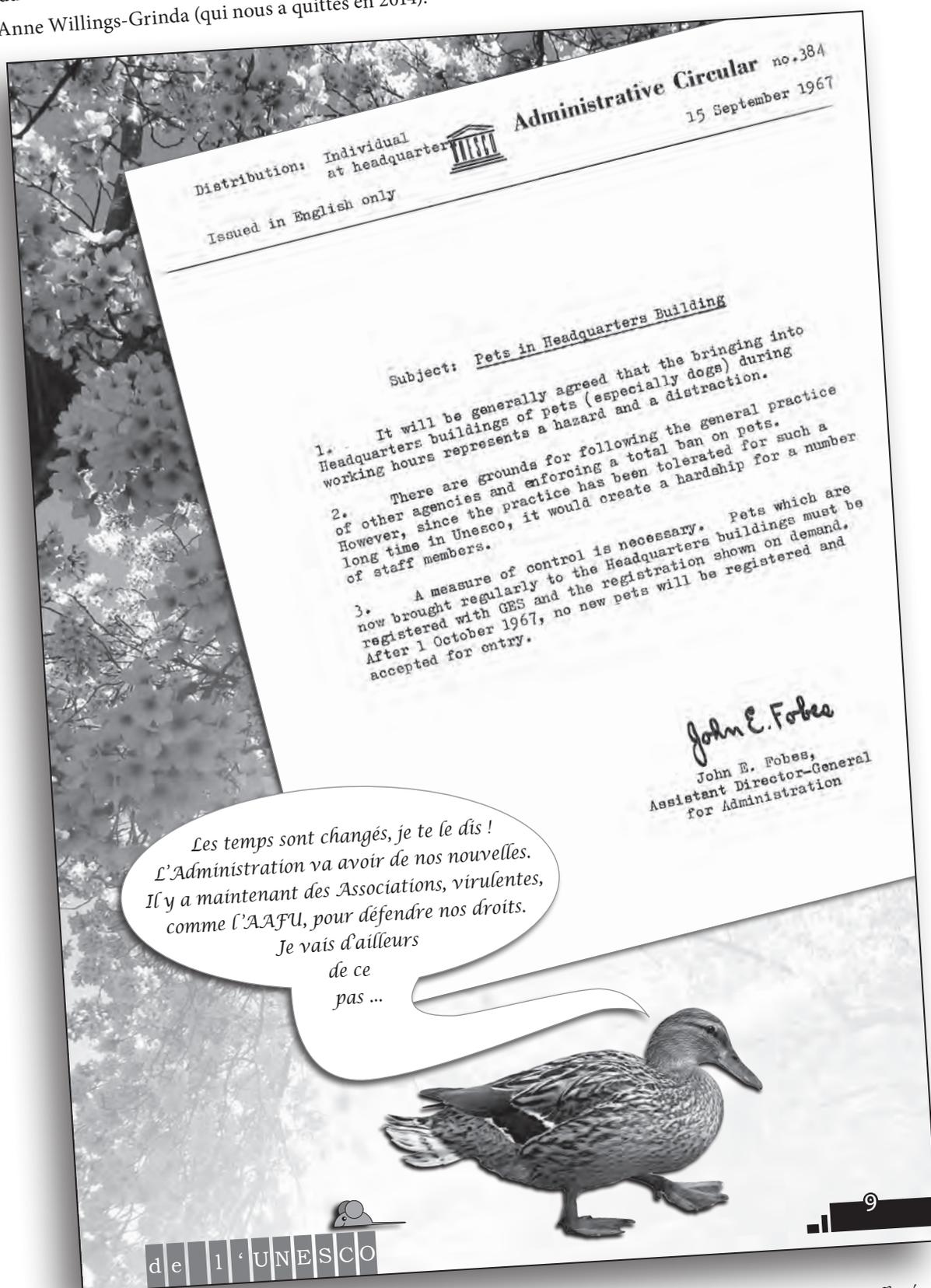
If the readers of these lines know something about this highly talented man, it seems likely that it is less that they knew him pre-retirement and more because of his AFUS activities: the Club de l'histoire, the "Bêtisier" he was writing with Anne Willings (and now they're both gone), his entertaining and highly informative Paris tours, the equal of any of the professionally accredited ones, and his participation in countless Round Tables. He leaves shoes that are hard to fill. And saddest of all, in looking at those left to carry the torch today, one fully expects to hear "torch? what torch?"

Peter Higginson

Former Director, Educational Reconstruction
in Post-Conflict States

Former Director, UNESCO Office for the Pacific States

Une page du Bêtisier préparé par Arthur Gillette
et Anne Willings-Grinda (qui nous a quittés en 2014).



Note de la Rédaction : Cette circulaire administrative a été diffusée après que le Directeur général, René Maheu, a été mordu dans l'ascenseur par le chien d'une collègue.

L'AAFU et les Associations sœurs AFUS & Sister Associations

Ensemble

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de L'AAFU - Paris, 24 mai 2016



■ **Les cotisations** : le rapport de la trésorière montrant un solde créditeur, grâce aux contributions volontaires et au taux favorable du dollar de la subvention de l'UNESCO, il n'y aura pas lieu de les augmenter l'an prochain.

■ **Le rapport du Comité exécutif** : sur proposition de Georges Kutukdjian, il portera sur les douze mois précédant l'Assemblée générale de l'AAFU.

■ **Élections au Comité exécutif** : Raul Boyle et Wolfgang Vollmann sont élus ; Jeanne Damlamian et Josette Erfan sont réélues. Non élu, Dimitri Argyropoulos pourra néanmoins être chargé de missions spécifiques sur décision du Comité.

■ **Statuts et Règlement intérieur de l'AAFU** : les amendements proposés sont approuvés.

Enfin, l'Assemblée générale remercie Agnès van den Herreweghe qui a décidé de faire valoir ses droits à la retraite, pour son professionnalisme, sa droiture, son intelligence et sa vitalité. Georges Kutukdjian lui remet un bouquet et un chèque représentant une prime de départ.

Yolaine Nouguier

Présidée par Abdelaziz Benhamoud, l'Assemblée générale a abordé les thèmes suivants :

■ **La couverture médicale après service** : le groupe de travail auquel la FAAFI est représentée a estimé qu'après 65 ans d'existence et des systèmes très différents, les Nations Unies ne pourraient pas créer un système commun. L'AG de l'ONU a demandé des arguments plus convaincants et a souhaité savoir si les systèmes nationaux des villes-Sièges ne pourraient pas prendre en charge leurs retraités.

■ **L'intervention du Comité exécutif** de l'AAFU, notamment auprès du SEPU, pour ceux qui avaient des retards de remboursement de leurs emprunts, ainsi que pour des nouveaux retraités et des veufs/veuves qui n'avaient pas reçu leur pension depuis août 2015.

■ **La fiscalité en France** : la retenue à la source de l'impôt sur le revenu (2018) ne sera pas opérée par la Caisse. Nous devons donc continuer à faire une déclaration qui concernera l'année en cours et non la précédente. À la demande de Bruxelles, le gouvernement étudie la possibilité d'intégrer la CSG et la CRDS dans l'impôt sur le revenu. En ce qui concerne l'affaire De Ruyter, les non-résidents peuvent s'inscrire pour une action commune sur le site www.action-csgrds.com, même s'il n'est pas certain que cela soit recevable.

■ **Le site de l'AAFU** est en voie d'être refondu : il sera plus interactif et se fera l'écho des activités régulières et permanentes.

■ **La CAM** : le contrat de CIGNA expirant fin 2016, un appel d'offres sera lancé incessamment. À cet effet, un cahier des charges auquel l'AAFU devrait participer sera établi.

Message de Getachew Engida, Directeur général adjoint, au nom d'Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

Monsieur Kutukdjian, Président de l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO, Mesdames et Messieurs, c'est un plaisir de participer à cette Assemblée générale et de vous souhaiter, au nom de la Directrice générale, la bienvenue chez vous, la bienvenue à l'UNESCO.

Cette Assemblée générale sera, comme toujours, l'occasion de traiter des enjeux qui touchent aujourd'hui l'UNESCO, ses valeurs et ses immenses défis pour la protection du patrimoine mondial, pour l'éducation de qualité pour tous, pour la recherche scientifique. Je sais que vous suivez ces débats de près, et que vous y contribuez.

Cette Assemblée est aussi, bien sûr, le moment privilégié de partager des informations sur les questions qui vous concernent directement, le système de pension et l'assurance maladie. Je voudrais d'ailleurs partager avec vous quelques éléments sur ce sujet.

Ladies and Gentlemen, the new Advisory Board of the Medical Benefits Fund was constituted in early 2016 for a 3-year mandate. Christine Bruyère is the elected retiree representative on the Board, AFUS is a standing observer represented by Mr Kutukdjian.

The MBF unit is continuing to work closely with Cigna in a constant effort to provide the best possible service. Although during the first quarter of 2016 the turnaround time for processing claims was significantly longer than usual, solutions have been implemented and since the beginning of May claims are being processed within 4 working days.

Public hospitals in Paris and surrounding areas now request a pre-payment for all planned hospitalizations for patients with medical schemes other than the French social security. Cigna has been engaging in ongoing discussions in order to facilitate the modified admissions process and a second communication confirming the procedure to follow in case of hospitalization will shortly be addressed to MBF participants.

As you know the contract with Cigna will expire at the end of this year and an international call for tender will be launched imminently. One of the requirements for the call for tender will be the possibility of providing an electronic card to MBF participants similar to the French "carte vitale".

Let me update you also on the United Nations Joint Staff Pension Fund. The 2016 Annual Letter is available on the site of the Fund as well as further information about the new Integrated Pension Administration System.

Many of you will have received a letter from the Fund informing you that due to the new system you have now been awarded a new Unique ID.

Once the new IPAS system is fully operational, it will give you access to much more information, such as your monthly benefit showing MBF deductions and your total benefit for tax purposes.

The Pension section will offer a training session to AFUS members in the hope that they can train others.

So as you can see, even when it touches upon Medical Benefits Fund and Pensions, at UNESCO we never stop training and information sharing, this is what we are, and what we do.

Thank you very much and I wish you a fruitful General Assembly.

Club Mémoire et Avenir

THE EVOLVING OF MEDIA LANDSCAPE : NEW CHALLENGES FOR FREEDOM OF EXPRESSION

On 16 May, the Memory & Future Club organized a debate on The New Challenges for Freedom of Expression, with Henrikas Louchkivitchious,

former ADG/CI (1990-1999) and Frank La Rue, UNESCO's Assistant Director-General for Communication and Information since mid-March 2016.¹

Henrikas Louchkivitchious

Before joining UNESCO in 1990, I worked in Lithuania, Czechoslovakia and Russia in radio and television. I experienced first-hand the 'Iron Curtain', and I witnessed, even during Gorbachev's glasnost period, the dangers of restricting press freedom. We know today that the initial information blackout of the Chernobyl catastrophe resulted in thousands more victims.

The end of the Cold War and the collapse of the Soviet Union was a turning point. We hoped that

democracy would prevail, the market economy would ensure high living standards and an era of real press freedom would begin. Very soon, however, we found out that many politicians were for press freedom while they were fighting for power, and much less so once they gained power.

The post-Cold War reality cooled our euphoria and taught us some important lessons: the market economy must not be given precedence over basic freedoms, human rights and democratic values; the free market may turn into black market controlled by the mafia, which is one of the strongest factors that limits press freedom in many post-communist countries.

1. This is an abridged version of the debate by Malcom Hadley. The full summary includes questions and responses on various issues and is accessible at: <http://www.afus-unesco.org/>

Almost every week, we learned that journalists were being beaten or murdered because they refused to be influenced, bought or intimidated. Physical violence against journalists is the ultimate form of censorship, and the killers of journalists are seldom found.

Less press freedom means more corruption. When in 1996 a leading manager of the Russian Independent Television (NTV) joined President Yeltsin's re-election team, and the President ordered GAZPROM to transfer 800 million dollars to NTV, that day was the beginning of the end of independent television in Russia. These elections left Russian TV forever economically dependent on the state.

Relations with US media were not bad at the time. Ted Turner was ready to buy 25% +1 of the NTV shares. At his request, and with permission of the Director-General of UNESCO, I took part in these negotiations in Moscow. I soon realized that Ted Turner had no chance to win his bid, because he insisted on strict financial discipline, editorial independence and ethics of journalism. Curiously, some leading journalists were more fearful of Ted Turner than of investors with political goals that made them vulnerable to Government pressures. What happened to NTV was wholesale corruption of journalism, some journalists being paid to write articles commissioned by specific companies. Will the Russian establishment finally understand that without a free press it will not be able to fight corruption?

Terrorism also kills press freedom. For many years, the USA has been considered a model for real press freedom and democracy. More recently however, American journalists were put in jail for refusing to disclose their sources of information on the pretext of fighting terrorism. It sets a bad example for other countries.

Organizations such as Canadian Journalists for Free Expression and "Reporters sans frontières" are fighting attempts to force journalists to provide their materials to the police. It is interesting to recall that the first winner of UNESCO's World Press Freedom Prize, Chinese journalist Gao You, was put in jail precisely for refusing to disclose her sources of information!

Only a few years ago, democracies had clear priorities: human rights, freedom of speech and freedom of the press. Those principles were upheld by leading world politicians (in 1979, US President Jimmy Carter brought up in 1979 with USSR President Leonid Brezhnev the problem of human rights in the USSR). **Nowadays, human rights and press freedom do not come first in international relations.** More important is the number of Boeings, Airbuses or fighter planes sold or military bases established.

As to the so-called 'former communist countries', who value press freedom highly because they understand what it means not to have it, where do they stand today? In the 2016 Press Freedom Index of Reporters sans frontières, Latvia ranks 24, Estonia 14, and Lithuania 35, while France ranks 45, the United Kingdom 38, Italy 77 and the United States 41. According to the Bertelsmann Foundation, the situation in Eastern Europe has deteriorated markedly over the last 10 years. Latvia fell from the 12th to the 24th position, Estonia from 3rd to 14th and Poland from 29th to 47th, while Hungary is rated 67th, and Russia 148th. There are still islands of paradise for press freedom to be found in Northern Europe: in Finland, the Netherlands, Norway and Denmark. Not surprisingly, these countries have the lowest levels of corruption in the world.

In the mid-twentieth century, the news media were one of America's most trusted institutions. The 1956 American National Election Study (ANES) found that 66% of Americans thought newspapers were fair. Prominent journalists were among the most respected figures in the country, such as *CBS Evening News* anchor Walter Cronkite and *Washington Post* reporters Bob Woodward and Carl Bernstein who uncovered the Watergate scandal. Today, the news media's place in society has changed. In one 2008 rating, the portion of Americans expressing 'hardly any' confidence in the press had risen to 45%.

This decline in media trust has coincided with the fragmentation of the news industry. Before that, the media landscape largely consisted of a few national television news networks, local television news, and newspapers. Most journalists were committed to a model of 'objective' journalism.

Over the last 40 years, media proliferation through satellite TV and radio, cable channels and the Internet has spawned a multiplicity of news and opinion sites, as well as many entertainment-oriented media. There is a great variety of news styles, including more partisan and tabloid-oriented approaches.

As the media landscape expanded, mainstream media outlets have come under increased criticism, either through institutional news sources or through newer, alternative media outlets. The Internet has become a very powerful tool to further the free flow of information (ie).

However, there is a strong tendency today to restrict information on the Internet, allegedly to curb pornography, terrorist propaganda and hate speeches. There are even intents to establish closed national Internet systems. But if problems do exist on the information highways, just as they do on regular motorways, the solution is not to close down the highway!

Frank La Rue

As nowadays today, journalism, the media and communication in general are still seen as market opportunities, as was the case 25 years ago. This does not mean that journalism and media should not be commercial or profitable: there has to be a profitable model, all the more so as the issue of sustainability has not been entirely solved. Freedom of Expression is probably more challenged today than ever before.

Journalism was the vocation of individuals, they started small city newspapers or radio stations that began to grow. Today in a world of advertisement and publicity, in which marketing plays a larger role, where big media campaigns become central to political processes in particular elections, we fall into the temptation of building these big conglomerates. Some medias become mired in scandal because it has become more important to sell news than to process it objectively. Hence the tabloids, and tapping phone calls, and illegal reporting, because that's the news that sells: the violence, the gossip, the gory stuff... There is still good independent journalism, but there are ever larger, politically powerful media conglomerates that orient public opinion in a single direction (i.e. In my own country for example, Guatemala, all four channels of television are owned by one single person, who is so powerful that he can determine who will be the main candidates for congress! He gives out publicity and air time for free in exchange for favours in legislation. For instance, there is still no legal recognition of community broadcasting. So by giving away free air-time, he is also holding the country back to protect his monopoly. I understand he has 32 other TV channels across Latin America.

Do we need a new set of rights for Freedom of Expression?

No, but we can develop what we have. We do not need new rights every time we have a new technology such as Internet. We are upholding the same principles: the right to seek and receive information, to build and express freely our thoughts and our opinions. This mental process, for individuals and for a society, will remain the same, regardless of the medium we use. But the novelty that Internet does bring, is the interactive form of communication. We can send or receive messages to/from a million people at the same time. Because of this sharing on the social networks, information flows and news go much further. This is true for human rights as it is for political affairs.

News flows faster and further. This has tremendous political impact (i.e., in the USA in 2008????, for the first time, the Democratic Party candidate Barak

Obama raised more funds through the Internet than the other party through the big media).

Discovering the power of the Internet, politicians are getting scared: in former Eastern Europe and countries such as Hungary, serious limitations are being placed on Freedom of Expression. These constraints are expanding throughout Europe. There is widespread democratic nations, with deep-rooted traditions of free press, are beginning to protect communication and allow intervention and surveillance of a kind that did not exist before.

So, although history moves forward, it does so in waves, and we are now in a deep slump, with very difficult conditions. The level of violence against journalists has risen dramatically all around the world: assassinations, physical harassment, arbitrary detentions, intimidations, sexual harassment of women journalists. Being a journalist is becoming much more complicated and dangerous.

One thing that has not changed is the level of impunity, that remains very high. We have always said that it is the non-investigation of any case that is encouraging more attacks against journalists. I believe that full investigation is crucial. I always think it preferable to assume outright that a journalist has come under attack because of his or her profession, and let the investigation confirm if this hypothesis is valid or not.

Now at last, through the New Sustainable Development Goals 2030, we have a global political framework which allows us to push this issue in the international arena. Many countries are offended when asked to institute a procedure or a mechanism for the protection and safety of journalists, because they consider that this is signaling them out. In a way there is a contradiction there: if asked to show political will for Freedom of Expression, then such a mechanism should be considered positively.

According to Goal 16 of the SDGs, development can only be achieved if we “*promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels*”, and it sets as a specific target to “*ensure public access to information and protect fundamental freedoms*” – which means a free press, with diversity, pluralism and safety for journalists. This new Framework developed by the UN has been approved by consensus around the world. It gives us a great opportunity to reaffirm the importance of free, diverse, pluralistic and safe journalism and give it prominence in the context of the development agenda.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

7, place de Fontenoy
75732 Paris 07 SP

Numéros utiles

UNESCO

Pensions et assurance maladie (HRM/SAC/P)

Pensions

Emma Boitet 01 45 68 20 55

Caisse d'assurance maladie

Anne-Claire Long..... 01 45 68 08 30

Services médical et social (HRM/MDS/SOC)

Médecin Chef : Dr Bruno Cordier..... 01 45 68 08 72

Service médical bureau 2.099

Service social..... bureau 2.107

Assistante sociale : Odile Blondy 01 45 68 08 51

Courriel o.blondy@unesco.org

Consultation notariale 01 45 68 08 51

Remboursements médicaux (CAM/Cigna)

Cigna

P.O. Box 69, 2140 Antwerpen, Belgique

Courriel unesco@cigna.com

Tél : +32 3217 69 49

Toll Free Line : +800 22 80 22 80

AIPU - Association internationale du personnel
de l'UNESCO 01 45 68 09 99 / 49 61 / 49 62

STU - Syndicat du personnel
de l'UNESCO 01 45 68 25 84 / 85 / 86

UCA - Association
de la communauté UNESCO 01 45 68 47 48 / 46 76

**Caisse commune des pensions
du personnel des Nations Unies**, Bureau de Genève,
s/c Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse.

Téléphone + 41 (0) 22 928 8800

Télécopie + 41 (0) 22 928 9099

Courriel UNJSPF.GVA@UNJSPF.ORG

AAFU / AFUS

Président 01 45 68 46 50

Accueil des permanences 01 45 68 46 53

Secrétariat 01 45 68 46 55

Courriel afus@unesco.org

Website www.afus-unesco.org

Pensions et fiscalité 01 45 68 46 53

Solidarité / CAM / Mutuelles 01 45 68 46 53

Courriel afus.solidarité@unesco.org

Activités culturelles 01 45 68 46 54

Courriel afus.loisirs@unesco.org

SEPU/USLS

Fontenoy

Unité de l'épargne : G.053 01 45 68 23 00

Unité des prêts G.048 01 45 68 23 10

Télécopie 01 45 68 57 70

Courriel sepu@unesco.org

Bureaux de la Société Générale

Fontenoy 01 53 69 55 60 / 61 / 65

Miollis..... 01 44 38 79 20 / 21 / 22

Mutuelles

AG2R (MAI : Medical Administrators International)

37, rue Anatole France,
92532 Levallois-Perret Cedex, France

Alain Bouquet 06 75 21 90 77

Téléphone +33 (0)1 77 68 01 60

Télécopie +33 (0)1 77 68 01 68

Courriel contact@medical-administrators.com

DYNAFI (MAI) : même adresse, même courriel

HENNER-GMC : Unité de gestion n° UG11

14, Bd du Général Leclerc, CS20058,
92527 Neuilly-sur-Seine Cedex..... +33 (0)1 55 62 53 76

Télécopie +33 (0)1 52 25 22 74

Courriel ug11@henner.com

HUMANIS (ex **IONIS/APRIONIS**) Groupe Horizon,

24, rue Labouret, 92700 Colombes

Téléphone 01 47 80 73 08

Mme Bourgel : le mardi de 12h30 à 14h à Bonvin :

bur. R9bis, poste 84962 (AIPU)

le vendredi de 14h30 à 17h à Fontenoy :

bur. 2106, poste 80848

Télécopie 01 42 42 26 14

Courriel m.bourgel@groupehorizon.fr